

LA PERCEPTION MILITAIRE DE L'URSS PAR L'OCCIDENT AU DÉBUT DES ANNÉES CINQUANTE : PEUR DE L'ARMÉE ROUGE OU "OGRE SOVIÉTIQUE"?

Annie LACROIX-RIZ, Professeur à l'Université de Toulouse II-Le Mirail, France (depuis 1997 à Paris 7)., *European Unity in Context : Dimensions of European Unity in the Postwar World*, International Conference, University of Hull, 20-24 September 1989.

« La perception militaire de l'URSS par l'Occident au début des années cinquante: peur de l'Armée rouge ou "ogre soviétique"? », publié dans les *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 46, 1991, p. 19-61

L'historiographie occidentale est encore largement dominée par la thèse selon laquelle l'URSS aurait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, inspiré à l'Occident, des Etats-Unis à l'Europe, de réelles frayeurs militaires. De nombreux travaux relatifs aux premières années de la Guerre Froide ont cependant, depuis les années soixante, montré la fragilité de cette interprétation.

De façon plus ou moins radicale, des chercheurs anglo-saxons et français ont mis en doute l'active contribution soviétique à la réorganisation politico-militaire de l'Occident au cours de l'après-guerre : ils ont ainsi dissocié du comportement de l'URSS des initiatives qui lui semblaient jusqu'alors étroitement, sinon exclusivement liées, tels la formation de l'Alliance Atlantique ou le réarmement allemand.

Les travaux de Joyce et Gabriel Kolko, qui comptent parmi les représentants les plus radicaux de ce courant "révisionniste" né à la charnière des années cinquante et soixante, occupent une place notable dans ce champ de recherches. *The Limits of Power* transforme profondément la perception d'un monde dominé par la terreur de l'expansion ou de l'agression soviétique en réduisant la "menace" des Soviétiques à un pur "mythe" aux usages multiples ou passe-partout. Ce n'est point le loup-garou sis au Kremlin qui aurait façonné pour l'essentiel le monde de l'après-guerre; l'initiative serait venue des Etats-Unis enrichis, puissants et décidés à forcer en - presque - tous lieux la Porte que les habitants de la maison européenne répugnaient depuis bien longtemps à ouvrir aux marchandises et aux capitaux américains.

Sur la sphère dominatrice de l'économie, où le problème à régler ne relevait pas des intentions de l'Armée Rouge ou de Staline - mais de l'impitoyable concurrence industrielle, financière et commerciale entre Alliés présumés -, l'"épouvantail soviétique" aurait permis de faire un opportun silence. Les peuples intéressés, qu'il fallait convaincre du bien-fondé des initiatives "occidentales", comprendraient en effet bien mieux les choses si le repoussoir devenait un élément explicatif : la quête du pétrole du Moyen-Orient - contre Londres bien plus que contre Moscou - se transforma en croisade pour libérer les peuples asservis ou mis en péril par les dictateurs bolcheviques (cas de figure du lancement gréco-turc de la "Doctrine Truman") ; l'intégration du marché européen, à la taille des capitaux américains et dominé par une Allemagne prioritairement reconstruite fut mué en combat contre le noir projet soviétique de saborder le "Plan Marshall" et de réduire les peuples ouest-européens à la misère et au désespoir - liste non limitative des possibilités offertes par l'usage de l'épouvantail ⁽¹⁾.

Le seul résumé de ce riche ouvrage de 1972, largement sous-estimé en France, et qui donne à un tableau apparemment politico-militaire des couleurs presque exclusivement économiques, remplirait davantage qu'une communication de colloque. Nous avons pour notre part traité largement, en d'autres lieux, le thème permanent du danger militaire soviétique avant l'annonce officielle du réarmement allemand et conclu à son inexistence, en insistant sur les ambiguïtés de la position française ⁽²⁾. Jusqu'en 1950, l'"ogre soviétique" - pour reprendre l'expression ironique ⁽³⁾ en novembre 1948, de l'Américain H. Freeman Matthews, alors Ambassadeur à Stockholm ⁽³⁾ - n'effraya personne, malgré l'extraordinaire conviction apparente que mirent à le forger l'unanimité des dirigeants des Etats occidentaux. Les "révisionnistes" modérés tirent la conclusion - hypothèse la plus défavorable à l'URSS - que si l'on eut peur des initiatives réelles ou supposées du Kremlin, la terreur en question seconda comme par miracle des desseins qui n'auraient pu être menés à bien autrement ⁽⁴⁾.

Le caractère envahissant, tant aux Etats-Unis que dans l'Europe du Plan Marshall, au plus fort de la guerre froide coréenne et indochinoise, du thème de la volonté d'agression soviétique ⁽⁵⁾,

impose une mise au point. Elément indirect d'une étude de l'intégration politico-militaire de l'Europe des Seize, mais élément indispensable : comment ne pas être tenté par la levée d'un butoir considérable à la perception scientifique de l'Europe ? L'idée que le danger soviétique et l'impérieuse nécessité d'y faire face levèrent bien des obstacles politiques et économiques qui se dressaient contre l'intégration européenne persiste en effet dans des ouvrages pourtant solidement documentés ⁽⁶⁾.

Il est vrai que l'examen attentif des archives politiques, militaires et économiques atténué en fait chez les auteurs considérés, la primauté du péril allégué. La production anglo-saxonne non-révisionniste ou traditionaliste conclut volontiers que "la politique et les actions" imputées aux Soviétiques "comme le coup de Prague, le blocus de Berlin, l'essai des armes atomiques et l'invasion nord-coréenne du la Corée du Sud, servirent de catalyseurs pour un accord occidental sur la forme et la structure des relations atlantiques en cours d'évolution". Mais c'est après avoir concédé de fait que l'essentiel se trouvait "hors de la sphère de la guerre froide et de la rivalité soviéto-américaine" - dans la stratégie d'intégration européenne de l'Allemagne qui éveillait les plus grandes frayeurs en France ⁽⁷⁾.

Les premières années de l'après-guerre démontrent amplement qu'il ne suffit pas de répéter en tous lieux une inexactitude pour lui conférer le statut de vérité scientifique - et qu'il existe "une fumée sans feu" - ; l'historien ne saurait pour autant se contenter comme l'essayiste ou le théoricien de conclure que les mêmes causes produisent les mêmes effets et de renvoyer, à propos des années cinquante, aux études relatives à la période antérieure. On peut présumer que le "mythe" du péril soviétique n'était pas davantage fondé à l'époque où la question du réarmement allemand fut portée sur la scène publique qu'auparavant. Encore convient-il de démontrer qu'un discours toujours unanime, à l'Occident, n'avait pas davantage de substance, à l'ère coréenne de la résurrection officielle de la Wehrmacht, qu'à l'aube de la signature du Pacte Atlantique.

Second volet d'une étude centrée sur la conception française de la puissance ouest-allemande à l'époque de la CED, ce travail confronte à la correspondance "codée" du Quai d'Orsay sur le péril militaire soviétique, de l'explosion atomique de 1949 aux années 1954-55 en passant par l'étape de la guerre de Corée, une documentation interne de tonalité très différente ; il examine également la validité de la thèse de la frayeur européenne dans deux cas précis : ceux de la France et de la RFA, volontiers présentés comme réconciliés - certes sans enthousiasme - par l'action négative des Soviétiques et la crainte de ses plans militaires.

I. FAUSSES CÉSURES DE GUERRE FROIDE 1949-1950

Les années 1947 et surtout 1948-1949 avaient été définies par les alliés privilégiés des Etats-Unis, dans leur correspondance non publique - et à mille lieues de leur discours officiel -, comme une phase d'offensive aiguë des Etats-Unis et de réelle défense des Soviétiques - tant sur Berlin qu'à propos de la signature du Pacte Atlantique (et des discrets accords sur les bases aéro-navales) ⁽⁸⁾. L'essai réussi de la première bombe atomique soviétique aurait-il changé les choses et changé l'encerclement en assaillant ? On pourrait certes le croire à lire la documentation publique, dont l'anti-soviétisme s'enfla encore.

A. ATOUR DE L'EXPLOSION ATOMIQUE SOVIÉTIQUE : LA CAMPAGNE AMÉRICAINE SUR LES CAPACITÉS MILITAIRES DE L'URSS DE L'AUTOMNE 1949 A LA GUERRE DE CORÉE

L'Ambassadeur de France à Washington, Henri Bonnet, avait régulièrement transmis, depuis 1945, l'écho d'un anti-soviétisme grandissant ⁽⁹⁾ transformé, à dater de 1947-48, en véritable hystérie ⁽¹⁰⁾. L'an 1949, de Pacte Atlantique en explosion atomique soviétique, fut idéologiquement plus chargé s'il était possible. Au sein d'une documentation envahissante, on a choisi ici quelques exemples significatifs d'une campagne occidentale - en l'espèce américaine ⁽¹¹⁾ - sur l'agressivité militaire soviétique, que les archives réduisent à une pure et simple intoxication.

L'été avait aux Etats-Unis donné le coup d'envoi à une campagne obsédante sur l'avance militaire écrasante des Soviétiques, non plus seulement en fantassins - le thème du déferlement prochain de l'Armée Rouge sur l'Europe de l'Ouest avait accompagné les préparatifs atlantiques de 1948-49 -

(12), mais cette fois dans les domaines où s'affichait l'écrasante supériorité de l'Occident anglo-saxon.

Tel article catégorique de juillet 1949 sur les "nombreuses faiblesses" et l'infériorité de la "capacité offensive et défensive" de l'aviation soviétique, incapable de contrer efficacement des bombardements stratégiques (13) reçut peu d'écho ; on ne peut en dire autant des écrits et déclarations qui attribuaient aux Soviétiques "une avance sensible" dans les techniques de vol supersoniques et prêtaient au Pentagone une vive préoccupation de nature militaire devant... le brouillage des émissions de "Voice of America" : ce brouillage assuré "par un réseau parfaitement coordonné de 260 stations de radio aurait suscité une profonde inquiétude parmi les experts américains de projectiles guidés" et aurait suggéré parmi eux l'hypothèse de la maîtrise par les Soviétiques d'"une arme gigantesque et puissante destinée à la défense contre les fusées, robots, bombes volantes et projectiles de ce genre qui pourraient être jetés sur l'URSS" (14) (à lire sans passion ces propos alarmistes sur la supériorité aéronautique présumée de l'URSS, un simple esprit critique eût pu noter que le matériel hypothétique était *défensif*).

L'essai atomique de septembre 1949 porta la campagne sur la supériorité aérienne et navale de l'URSS à de nouveaux sommets. Simultanément, à Londres comme ailleurs, on admit pourtant avec simplicité que "les Russes ont aussi peur de provoquer la guerre que de la perdre" (15). Moscou ne cessa en effet, à l'automne 1949, de réaffirmer le maintien en vigueur d'une théorie de la coexistence pacifique que les archives interdisent d'imputer à l'ère post-stalinienne (16).

Chataigneau, sans renoncer au discours violemment antisoviétique qui semblait être devenu chez lui un style au sens profond du terme (17), admit que l'URSS n'avait songé qu'à faire "valoir l'avancement de ses travaux et de ses industries atomiques pour obtenir le respect de l'Occident" : "La découverte russe des secrets et de la fabrication des armes atomiques n'a assurément point modifié le rapport des forces entre l'URSS et les Etats-Unis". Il réduisit donc la "victoire stratégique" remportée à cette occasion par le gouvernement soviétique à un renforcement, certes précieux, de la *défensive* de l'intéressé : "il fait savoir qu'il est désormais à même de *riposter* aux coups qui seraient portés sur son territoire, non point seulement sur le domaine de son principal adversaire, mais principalement sur celui des alliés des Etats-Unis. Ainsi s'est-il assuré au surplus l'avantage de diminuer la tranquillité (*sic*) que l'Europe croyait avoir trouvée et d'assurer pour autant à l'Europe orientale celle qu'elle n'avait pas" (18).

Tant de Moscou que de Washington affluèrent donc des courriers diplomatiques ramenant à des proportions raisonnables les dimensions de l'arsenal soviétique. Mais publiquement, ce dernier enfla comme la grenouille de la fable. Dans l'anthologie du temps, la célèbre revue *US News and World Report* occupa en décembre une place de choix.

Un article du début décembre mêla sans distinction des milliers d'avions, et l'Attaché militaire français Peltier y décela une volontaire "confusion entre aviation d'interception, aviation tactique et aviation de défense". "Cette aviation stratégique, *releva-t-il dans sa réfutation argumentée*, n'est pas, pour l'instant, aussi redoutable que l'auteur américain veut le laisser croire. Même en passant par le pôle, un bombardier soviétique n'atteindrait les centres américains qu'avec les plus grandes difficultés et sans espoir de retour". On ne pouvait retenir l'affirmation "douteu/se/" relative aux "capacités d'attaque de l'aviation soviétique équivalentes à celles des Etats-Unis" car cela "revient à dire que le B 29, qui équipe les forces soviétiques, est équivalent au B-36" (19). L'Ambassadeur à Moscou Chataigneau confirma bien l'interprétation du spécialiste militaire en classant l'article américain dans la catégorie des oeuvres de guerre froide : "les confusions" opérées par la Revue "entre les missions de l'aviation me semblent procéder (*sic*) plus d'une idée préconçue que d'une ignorance de notions simples largement répandues sur le rôle des diverses armes aériennes" (20).

Puis ce fut le tour de l'Armada présentée comme invincible : le 23 décembre, un nouvel article d'*US News and World Report* décrivit la marine militaire soviétique comme rien moins que "la plus forte du monde". Bonnet put alors souligner "l'exagération de ces renseignements" et rappeler que l'entreprise s'inscrivait dans la routine de la formation de l'opinion publique et les codes de la vie parlementaire américaine : "il est arrivé, *rappela-t-il sur le mode euphémique*, que certains services de la défense exagèrent à dessein les informations sur tel ou tel élément des forces de l'URSS dans le but de faire impression sur le public afin d'obtenir des crédits budgétaires plus importants" (21).

Au début de 1950, les déclarations ministérielles, auxquelles la grande presse accorda un écho considérable, portèrent à un point d'orgue la campagne contre le loup-garou grandi au fil des

semaines. Citons parmi ses exemples les plus significatifs la tournée des Universités entreprise en février par Stuart Symington, Secrétaire à l'Aviation. De l'Université Baylor à Waco (Texas)⁽²²⁾ à la prestigieuse Yale, il fit frémir ses auditoires devant la menace que faisait peser sur la survie des Américains l'empire militaire des Soviétiques. Symington ne recula en effet devant aucune invraisemblance. A Yale, le 22 février 1950, la puissance soviétique avait déjà dépassé celle de toutes les nations du Pacte Atlantique réunies, Etats-Unis inclus. "Les Etats-Unis ne peuvent donc pas, *conclut-il*, se permettre de perdre la première bataille dans une guerre atomique"⁽²³⁾.

US News and World Report ne manqua pas d'accompagner le mouvement que rendaient indispensable le programme de construction de la bombe H et, plus généralement, de développement considérable des dépenses militaires -bientôt connu sous le nom de *NSC 68*⁽²⁴⁾. Les chiffres jonglèrent avec allégresse début mars - chiffres que les documents internes démentaient avec une remarquable constance : les effectifs soviétiques étaient quatre fois plus élevés que ceux des Etats-Unis, deux fois plus que ceux de l'ensemble des Puissances occidentales - 2,5 millions de "soldats de terre" contre 1,225, 200 divisions contre 15 ; la supériorité en matériel avait de quoi alarmer les populations américaines : 425 navires de combat et sous-marins contre 368, une force en sous-marins "plusieurs fois supérieure à celle de l'armée hitlérienne" ; "l'aviation soviétique est dans presque tous les types d'appareils la plus forte du monde" et elle ne cesse d'augmenter : 15.000 avions contre 14.700 ; le budget militaire soviétique représentait "au moins 17% du revenu national contre 6,1 aux Etats-Unis" et si ces derniers devaient porter leurs dépenses au même niveau, ils devraient y consacrer "67,4 milliards de dollars dans quelques années"⁽²⁵⁾.

Les mois suivants, avant et après la Corée, la même intoxication se poursuivit avec une belle ardeur : en avril, après un incident aérien qui ne mit pas l'accent sur la responsabilité de l'URSS - un bombardier américain perdu entre Gotland et la cote lettone -⁽²⁶⁾, la Marine soviétique fut dotée par la presse américaine d'une puissance effrayante. Aux divers articles alarmants répliquèrent des mises au point diplomatiques ou militaires rétablissant la très rassurante réalité. La création d'un Ministère soviétique de la Marine, qui venait de donner lieu à un article inspiré du journaliste Baldwin sur les ambitions tentaculaires des nouveaux tsars, fut interprétée avec le plus grand calme par le Capitaine Peltier : il ne fallait pas voir dans cette initiative "un réveil des ambitions maritimes de la Russie", mais la simple prise en compte d'"une nécessité géographique et stratégique imposée par les missions encore modestes qui peuvent être confiées à la marine soviétique"⁽²⁷⁾. On imagine avec quel sang-froid Bonnet rapporta à la même époque les informations américaines affolées sur l'utilisation par les Soviétiques de leurs paquebots pour les transports de troupes : la capacité totale des appareils concernés s'élevait à... 26.000 personnes⁽²⁸⁾, chiffre qui ne menaçait guère en effet la sérénité du continent américain. Quant aux forces navales obstinément fixée par *US News* (le 26 mai 1950 notamment) à 427 navires de guerre et sous-marins - dont 300 de cette dernière catégorie "avec Schnorchel" -, "ce chiffre n'a aucun sens", trancha le Capitaine Peltier début juillet : l'URSS ne disposait pas de ce "nombre (...) fantastique", mais d'un maximum de "250 sous-marins, y compris les bâtiments hors d'âge", et pas "plus de 90 modernes ou modernisés"⁽²⁹⁾.

A la veille du conflit coréen, s'intensifia la campagne de panique orchestrée par Symington - qui causa dans ses auditoires une "véritable appréhension" en évoquant la ferme intention soviétique d'attaquer "par surprise" les Etats-Unis, l'absence "de moyens de défense adéquats contre de telles attaques" et la totale responsabilité des Soviétiques "dans la ruineuse course aux armements", à laquelle les Américains épris de paix ne se résolvaient que pour éviter à leurs "enfants /de.../ finir dans les camps de concentration des Etats esclaves". Comme le fit alors remarquer le Consul Jean de Lagarde le 1er mai 1950 - soit quinze jours après l'adoption du rapport *NSC 68* qui prétendait consacrer 20% du PNB à la Défense⁽³⁰⁾ -, "seule (...) la conscience d'un grave danger pourrait amener le contribuable américain déjà lourdement imposé, à consentir de nouveaux sacrifices"⁽³¹⁾.

On arrêtera là une liste que la réalité, sous divers prétextes - chinois avant d'être coréen, etc - rendit inépuisable (et fastidieuse). Il ressort de cet examen des archives des mois entre septembre 1949 et juin 1950 que ni Washington ni les Européens - on y reviendra - n'entretinrent sur la puissance ou les intentions militaires soviétiques davantage d'inquiétudes qu'au cours des années antérieures.

B. L'OCCIDENT ET LES INTENTIONS SOVIÉTIQUES DE L'AUTOMNE 1949 À LA GUERRE DE CORÉE

Il convient de préciser que les intentions pacifiques des Soviétiques ne se bornaient point au continent américain. L'argument selon lequel l'URSS, sans songer à une agression contre les États-Unis, dépourvue de toute chance de succès, aurait borné ses ambitions belliqueuses à l'Europe, ne résiste pas davantage à la consultation des archives. Le thème du déferlement des troupes de l'Armée Rouge, qui avait constitué le *leit-motiv* des préparatifs idéologiques du Pacte Atlantique, ne fut pas plus fondé après la signature qu'avant. On sait que, pour justifier l'adhésion des Scandinaves - présentés comme rongés par l'angoisse d'une prochaine attaque soviétique -, on avait invoqué pêle-mêle les menaces directes contre la Finlande, l'Iran et la Yougoslavie ⁽³²⁾.

1. L'EXEMPLE YOUGOSLAVE

Ce dernier pays, présenté comme directement menacé par les Soviétiques depuis la rupture idéologique de 1948, offre un exemple intéressant et significatif de la totale absence d'inquiétude militaire des Occidentaux, tant européens qu'américains. Le thème de l'attaque imminente ou prochaine de la Yougoslavie, après avoir faibli dans les semaines où son utilité devenait incertaine, refléurait bientôt. Il occupa une part non négligeable de l'actualité politique pré-coréenne. Nul n'y croyait cependant. Washington n'éprouva pas la moindre crainte que ses avances répétées à l'égard de Belgrade - amabilités commerciales ⁽³³⁾, promesse d'aide économique, ou encore élection au Conseil de Sécurité de l'ONU - provoquassent la moindre initiative concrète de Moscou contre le pays chassé de la communauté communiste en 1948.

En octobre 1949, les Soviétiques se contentèrent de "protestations verbales" contre l'initiative américaine aux Nations Unies "et l'opinion officielle à Washington, *confirma Bonnet*, est qu'ils ne se livreront vraisemblablement pas à une attaque ouverte de la Yougoslavie" ⁽³⁴⁾. La Direction d'Europe, certes dans le langage convenu, concéda à la même époque que le dossier ne franchissait pas les bornes d'une brouille idéologique. La propagande de Moscou n'a qu'un seul but : repousser Tito vers l'Occident (...) Il est plus important pour l'URSS de compromettre la Yougoslavie - ou de la pousser à se compromettre - que de l'absorber à l'extérieur. L'enjeu n'est pas seulement stratégique, il est avant tout doctrinaire. Il ne s'agit pas d'absorber la Yougoslavie, mais de prouver que l'hérésie conduit au capitalisme" ⁽³⁵⁾. Mince péril militaire assurément.

De façon significative, même lorsque les diplomates français soulevaient la question en des termes fortement marqués au coin de la guerre froide - cas assez général au début des années cinquante, Bonnet compris ⁽³⁶⁾ -, leur outrance verbale sur les projets belliqueux des Soviétiques se calmait quelques lignes plus loin : dans un courrier très caractéristique de la virulence de son style, Chataigneau évoqua l'éventualité de la préparation d'une agression contre la Yougoslavie, la volonté de l'URSS d'accroître "son emprise sur les démocraties populaires", avant de conclure sur l'évident maintien du *statu quo* - imputé à la "prudence accoutumée" des Soviétiques inquiets de la puissance américaine : Moscou viderait promptement "l'abcès yougoslave (...) s'il n'avait la conviction" que pareille initiative puisse constituer "un casus belli" aux yeux des États-Unis ⁽³⁷⁾.

Le pays le plus directement intéressé lui-même ne se laissa pas tromper par l'emphase des excommunications mutuelles. La veille du déclenchement de la guerre de Corée, au cours d'un entretien avec Bech, le Ministre des Affaires Étrangères du Luxembourg, Latinovic, Ministre de Yougoslavie dans ce pays, se déclara, en termes anti-soviétiques mais catégoriques, assuré que le Kremlin n'avait en tête nul projet belliqueux ni expansionniste. Il fit allusion - leitmotiv dans l'ensemble des chancelleries des années quarante et cinquante - aux conséquences, fâcheuses pour le régime soviétique, de "la crainte d'une nouvelle catastrophe" : sur "des populations épuisées par les épreuves effroyables de la dernière guerre", cette peur allait jusqu'à provoquer "un ralentissement du travail et de l'effort collectif" qui ne laissaient pas d'inquiéter le gouvernement. Imputé à la seule confiance aveugle des marxistes dans l'avenir du communisme, le souci de la paix n'en fut pas moins reconnu : "les communistes russes resteraient trop persuadés de l'effondrement définitif du capitalisme" annoncé par Karl Marx "pour provoquer délibérément (*sic*) l'ouverture d'un conflit armé. Comme le Vatican, (...) l'église communiste imaginerait que le temps travaille pour elle". Désormais, conclut le diplomate yougoslave, "le principal effort de Moscou allait s'exercer (...) sur les populations coloniales" ⁽³⁸⁾.

2. SOVIETS ET GUERRE DE CORÉE

Ce thème se trouvant fort à la mode à une époque où les puissances colonisatrices attribuaient volontiers à Moscou des troubles coloniaux qui devaient peu à ses oeuvres, l'interlocuteur de Latinovic s'empressa de confirmer pareil propos. Cela autorisait des amabilités peu coûteuses, comme l'incitation à la vigilance des "puissances coloniales et notamment /de/ la France". Il n'en demeure pas moins qu'en juin 1950 - comme à l'aube de l'atlantisme -, l'ultra-occidental Bech ne redoutait guère les projets de l'URSS⁽³⁹⁾ et qu'il cautionna, en "estima/n/t fondées la plupart des indications de l'Ambassadeur de Yougoslavie"⁽⁴⁰⁾, la thèse de la modération et du sens de la conciliation des Soviets à l'époque où éclata la guerre de Corée.

a) Peur des Soviets ou des Américains?

La césure mérite un examen attentif, puisqu'elle occupe jusqu'ici une place centrale dans l'interprétation des motifs de l'intégration européenne. Or, comme dans le cas de la préparation de l'Alliance Atlantique en 1948-1949, les archives écartent toute responsabilité de Moscou dans une sorte de resserrement européen à la fois mutuel et autour du protecteur américain. Au contraire de ce qu'on a écrit sur une "panique" coréenne qui aurait définitivement contraint les Européens de l'Ouest à un mariage de raison avec la fiancée allemande, le Kremlin ne fit peur à personne. Dès les printemps de 1950, les chancelleries mirent l'accent sur la volonté d'en découdre ou, à tout le moins, sur le refus de négocier, non pas de Moscou, mais de Washington.

Eparpillé parmi une multitude de fonds du Quai d'Orsay - et ma recherche ne saurait prétendre à l'exhaustivité -, le dossier des liens entre Moscou et la Corée oblige à réviser certaines vérités révélées. Sans doute fut-il de bon ton alors, comme à chaque "césure" de la guerre froide, de Kominform en "Blocus de Berlin", sans oublier le "coup de Prague", d'user intensément d'une langue idéologique particulièrement acerbe. Que reste-t-il de la thèse de la "panique", quand on a confronté le discours de ce type aux *informations* - sur les pratiques militaires et politiques -, heureusement aussi nombreuses que les philippiques, et recensées au sein des mêmes documents? A peu près rien, sinon rigoureusement rien.

Donnée d'autant plus intéressante, concernant les archives françaises, que Paris tint beaucoup, comme en un un code, à intégrer son contentieux indochinois - sans rapport avec Moscou - dans l'heureuse conjoncture coréenne : celle-ci servit à tout, et surtout, on le sait, à fournir une motivation présentable au réarmement allemand ; elle permit, dans le cas français - et en apparence, car personne ne fut dupe - de transformer une guerre coloniale classique (et, espérait-on, d'emprunter les dollars indispensables à sa poursuite) en croisade contre "le risque d'ouvrir à la marée communiste les portes de l'Asie du Sud-Est jusqu'à Singapour", selon la formule de Bonnet en avril 1951⁽⁴¹⁾.

A lire la correspondance des semaines qui précédèrent et suivirent le déclenchement du conflit coréen, on doute fortement des tentations présumées des Soviets pour la poussée en Extrême-Orient. Les archives politico-militaires, autant que les dossiers économiques, depuis 1949⁽⁴²⁾, tendent en effet à imputer la guerre de Corée à des nécessités américaines et non soviétiques. Ne disposerait-on que de la correspondance relative aux Etats-Unis qu'on pourrait sérieusement douter de la thèse de la responsabilité soviétique dans l'affaire coréenne. On n'évoquera ici que pour mémoire - le sujet concernant l'URSS - un court moment de la documentation considérable qui décrit la politique de "rotomontade dangereuse" des Américains à l'occasion du conflit coréen⁽⁴³⁾.

Tout d'abord, et bien que la documentation spécifiquement "coréenne" fasse largement défaut entre le 20 et le 26 juin 1950, on ne saurait imputer aux Soviets - pas davantage qu'aux Chinois - la responsabilité du déclenchement de la guerre de Corée. Au sein d'une documentation au ton pourtant très "occidental" à dater du 26 juin - les circulaires du Service d'Information et de Presse du Quai -, quelques courriers des premiers jours de la guerre anéantissent la thèse, triomphante en France, selon laquelle "l'offensive nord-coréenne à l'aube du 25 juin surprend les Sud-Coréens et leurs conseillers américains"⁽⁴⁴⁾.

D'une part, un courrier du 26 juin de Chauvel, alors représentant de la France à l'ONU, trancha singulièrement avec les textes ultérieurs de ralliement des Occidentaux à la bannière américaine sous couvert de l'Organisation internationale. Il est clair que les alliés des Américains mirent quelques jours à affecter l'enthousiasme en faveur de la thèse américaine officielle, Britanniques en tête. Londres, câbla Chauvel, veut "éviter de prendre des mesures allant au-delà des

faits mentionnés dans le compte rendu de la Commission pour la Corée" ; quant à l'Egypte, dont les répugnances "coréennes" allaient perdurer, elle demanda d'introduire "certaines modifications" dans le projet américain de résolution ⁽⁴⁵⁾ qui ne convainquit guère les diplomates.

Plus précise encore, une longue lettre du 29 juin de Bonnet (13 pages), malgré son allure très anti-rouge, (comparaison avec Munich, etc.), fit plus que suggérer une initiative *américaine* dans le déclenchement du conflit. Excluant catégoriquement la surprise, Bonnet, tout en sacrifiant au thème de "l'invasion de la Corée du Sud", releva à la fois l'"unanimité" des Départements d'Etat et de la Défense et l'antériorité certaine de leurs décisions dans la sphère considérée (qu'elles fussent enrobées dans le discours convenu sur les impératifs de "sécurité" des Etats-Unis ne changeait rien au fond) : "il y a plusieurs semaines déjà", l'Etat-Major (*Joint Chiefs of Staff*) avait notifié par "avis" motivé "que les échecs de la politique américaine en Extrême-Orient avaient atteint la limite qu'il n'était plus possible de dépasser sans compromettre, d'un point de vue stratégique, la sécurité des positions militaires américaines en Extrême-Orient, au Japon et aux Philippines notamment" ; le retrait des troupes américaines n'avait été consenti qu'"à contre-cœur" ; il n'était pas question d'abandonner Formose.

L'Etat-Major américain, après examen du mémorandum de Mc Arthur, avait donc décidé "quelques heures avant la crise - que les Etats-Unis devaient désormais déployer une politique active en Extrême Orient et signifier par des démonstrations de force qu'ils entendaient tirer une ligne que l'expansion russe ne devait pas franchir dans cette région du monde, comme cela avait été le cas en Europe, grâce au Pacte de l'Atlantique". Bonnet cita longuement - et sans critique apparente - les termes mêmes du Département d'Etat sur l'"effet désastreux" d'une éventuelle faiblesse américaine et la réaction "cette fois-ci /d/es démocraties (...) contre la menace totalitaire (...) contrast/ant/heureusement - souligne-t-on ici - avec la passivité de la France et de la Grande-Bretagne lors de la réoccupation par Hitler de la rive gauche du Rhin". Mais la quasi-totalité de ce courrier - et particulièrement son aspect "soviétique", sur lequel nous reviendrons -, place l'initiative du conflit du côté américain ⁽⁴⁶⁾.

Les Soviétiques, en dépit des courriers au ton vengeur d'un Chataigneau, n'inventèrent donc pas les gravissimes dissensions intestines de l'Occident - véritable problème, auquel les décideurs de chaque nation furent confrontés plus concrètement qu'à la perspective de l'invasion de l'Armée Rouge. Les sentiments réels à l'égard du réarmement allemand, impératif américain, ou la répugnance avouée en petit comité contre les exigences américaines de réarmement massif d'économies à peine relevées des destructions du précédent conflit -pour ne citer que deux aspects essentiels du contentieux -, tout cela compta bien davantage dans l'histoire de l'Europe de l'Ouest que les faits et gestes présumés du loup-garou de l'après-guerre.

Les réactions que suscita en Europe occidentale la volonté affichée par les Américains d'en découdre avec Moscou rappelèrent au mot près celles qu'avaient provoquées les intentions américaines de l'été 1948 - en particulier le fameux projet de "convoi blindé", qui avait, dans le secret des cabinets ministériels, balayé l'enthousiasme "occidental" affiché par Paris et Londres à l'égard de la "fermeté américaine" à Berlin ⁽⁴⁷⁾.

Les réticences britanniques sont connues, au moins à partir de la fin de 1950 ⁽⁴⁸⁾. Elles n'attendirent pas cette date. Signe de la durable opposition d'une partie des travaillistes, et non des moindres, à l'égard de l'alignement systématique sur Washington - et de la rupture spectaculaire avec Moscou -, certains éléments gouvernementaux exprimèrent avec une certaine franchise au tout début du conflit "des réticences à l'égard de l'entreprise de Corée", du plus mauvais effet occidental. On n'eut à Londres rien de plus pressé que de faire oublier à Washington les nets propos de Shinwell - Secrétaire à la Défense - sur un monde "devenu "complètement fou"" et contre les périls d'un entraînement qui conduirait à une action qu'on pourrait regretter "plus tard".

"Déclarations très fermes et aussi plus officielles faites depuis par M. Shinwell", "soutien unanime" apporté par les Communes au gouvernement "ont quelque peu effacé cette impression". Lorsque fut annoncé l'envoi de forces terrestres britanniques en Corée, Washington manifesta une "satisfaction /qui/ aurait été plus grande si la décision avait été prise plus tôt" ⁽⁴⁹⁾. Bref, l'enthousiasme coréen de Londres ne trompa personne.

Les hésitations de la France, malgré la vogue du discours stigmatisant les hordes rouges déferlant sur l'Asie, atteignirent une intensité en tous points comparable. Outre le malaise, certes pas neuf, qu'occasionnait l'impatience grandissante de Washington de réarmer enfin officiellement l'Allemagne occidentale, la violence verbale des Américains contre les Soviétiques semble avoir franchement inquiété, notamment en août 1950, comme en témoigne la correspondance nerveuse de

Bonnet. Agacement marqué devant le déchaînement de la presse contre les Soviétiques que couvrait évidemment le Département d'Etat - en le modérant quand les bornes étaient franchies, et notamment lorsque le représentant soviétique au Conseil de Sécurité revint à la mi-juillet prendre la place abandonnée par l'URSS depuis janvier. "Ulcéré par les événements de Corée, l'Américain/ montre une extraordinaire susceptibilité dans tous les domaines et il ne faudrait guère agiter devant ses yeux un drapeau rouge pour que les voix réalistes qui recommandent la poursuite de négociations diplomatiques soient couvertes par celles qui réclament des mesures extrêmes" ⁽⁵⁰⁾.

Puis ce fut le tour du "violent discours de Stassen", en faveur de "mesures extrêmement énergiques" à l'égard de l'Union Soviétique : le Congrès venait d'adopter une résolution promettant, via l'ONU, "une action directe contre le Kremlin" s'il entreprenait de "nouvelles agressions sous couvert de ses satellites". Bonnet, qui expliquait pareilles pratiques "en partie par des considérations électorales", reprit manifestement à son compte le jugement du prudent Walter Lippmann contre "un véritable ultimatum", "une rodomontade dangereuse", alors même que l'Europe occidentale serait parfaitement incapable "de s'associer à un tel programme" ⁽⁵¹⁾.

Sous la surenchère publique du soutien des Alliés à Washington, ces derniers ne manifestèrent donc pas plus d'enthousiasme coréen dans les années cinquante que d'allant berlinois en 1948-1949. Comme en 1948 l'inquiétude évidente devant les risques d'une politique à la hussarde contre les Soviétiques, d'une part, la rancœur contre le traitement des nations européennes, théoriques alliées privilégiées, en parfaites quantités négligeables, d'autre part, firent parfois presque craquer l'habituel vernis de guerre froide de la correspondance diplomatique. Tel fut le cas dans les derniers jours d'août 1950, où l'excitation de Washington inspira quelques frayeurs aux Européens censés redouter les Soviétiques.

Le 25 août 1950, après plus de deux ans d'excitation grandissante et de menaces verbales échevelées contre les Soviétiques, marquées par les temps forts des préparatifs atlantiques, et à l'évidence agaçantes pour les dirigeants français ⁽⁵²⁾, une nouvelle étape fut en effet franchie. Un représentant direct de l'Administration, l'obscur Secrétaire de la Marine, Francis P. Matthews, prit rang parmi les innombrables partisans publics d'une "guerre préventive" contre l'URSS, par une proclamation qui "a provoqué, dans beaucoup de milieux, une légitime stupéfaction" ⁽⁵³⁾. Jusqu'alors, une certaine prudence avait été observée, dont Bonnet s'attribuait, sans modestie excessive, le mérite ("Je n'ai depuis plusieurs mois cessé d'attirer l'attention de mes interlocuteurs les plus haut placés sur le danger particulier que représenterait pour l'Occident le déclenchement d'une guerre préventive (...) J'ai presque toujours été compris et suivi") ; "cet homme de second plan /qui/ passe pour laisser beaucoup d'initiative à ses bureaux" ⁽⁵⁴⁾ avait donc offert à l'hystérie anti-soviétique une caution nouvelle.

Dans son courrier *réserve et secret* du 31 août, Bonnet, visiblement excédé, démontra que, aux yeux des Européens de l'Ouest, le plus inquiétant des protagonistes de la scène internationale ne siègeait pas au Kremlin. Les aveux "européens" de l'Ambassadeur à Washington à cette occasion confirmèrent aussi - le propos n'était pas neuf - que dans la marche forcée vers l'intégration, les Soviétiques n'avaient aucune responsabilité ⁽⁵⁵⁾.

Jusqu'au 25 août, les "insinuations" répétées sur l'impératif d'une "guerre préventive" américaine, rappela-t-il, n'étaient jamais venues officiellement des "membres du gouvernement ou de l'exécutif", mais des "commentateurs, écrivains, dirigeants ou membres d'organisations privées /qui/ exprimaient des idées personnelles" - ou présentables comme tels. On pouvait légitimement "penser que les événements (sic) de Corée avaient porté un coup décisif aux théoriciens de la guerre préventive" ⁽⁵⁶⁾, en balayant "les illusions" qu'avait fait naître fin juin l'espoir de "voir les bombardiers stationnés au Japon briser l'offensive communiste" et en attestant l'"insuffisance de la préparation américaine". Le propos tenu par le Secrétaire à la Marine "en dépit de cette évidence, prouvait à quel degré de violence l'antisoviétisme est porté, dans les milieux dont il a été le porte-parole".

Suivait un réquisitoire presque exclusivement anti-américain (semé de quelques références obligées sur les Soviétiques) dénonçant le mépris pour les Alliés et réfutant la thèse passe-partout de la supériorité militaire soviétique. Réduisant l'affaire coréenne à une pure et simple initiative de Washington, Bonnet fit plusieurs allusions à l'absence d'"une politique commune (...) dans la définition et dans la pratique" ; et, par une série de vœux pieux, il concéda que, de tous les signataires du Pacte Atlantique, un seul comptait : il importait "que nulle décision (...) ne soit prise unilatéralement" et il fallait "faire de l'Europe un partenaire puissant de la coalition régionale constituée pour maintenir la paix". Pour l'heure, Washington, qui développait à l'envi une thèse que

les Européens savaient parfaitement mensongère, ne s'embarrassait guère des réticences marquées de ses alliés : l'Ambassadeur régla à l'occasion son compte au "principal argument" des partisans de la "guerre préventive", "que le "temps travaille contre nous"". "Théorie (...) fallacieuse", puisque "les Etats-Unis et leurs alliés" disposent d'une avance de "trois ans au moins sur leur adversaire", compte non tenu au surplus de la réorganisation de l'Europe qui progresse "tous les jours" et des perspectives d'énorme accroissement de ses "moyens de défense (...) dans quelques années". En dépit de cette nette supériorité, la hargne contre l'URSS est "tellement profonde et tellement répandue que (...) de graves périls subsistent".

Moscou, taxée de "fanatisme, faux calcul ou ambition, (...) n'a rien fait pour détendre la situation", trancha Bonnet. Mais, sous le propos codé se dégageait l'essentiel. "La politique américaine" apparaissait aux Alliés de Washington, qui usaient des mêmes termes qu'en 1948 à propos de l'Allemagne, comme inspirée par un sentiment de supériorité écrasante sur l'adversaire : "de plus en plus rigide", elle prétendait créer "des situations de fait, étayées par une force supérieure, que le Kremlin sera contraint de reconnaître et d'accepter" ; ayant opté pour cette tactique, l'Administration ne pouvait revenir en arrière "dans une année électorale où l'opposition est décidée à faire flèche de tout bois".

Bonnet révéla du même coup les arrière-pensées "européennes" (ou "indochinoises") des uns et des autres, courtisans rivaux dans les faveurs de Louis XIV, qui achevaient d'innocenter les Soviétiques des méfaits dont ils étaient publiquement chargés. Londres s'efforçait par sa surenchère coréenne de faire oublier à Washington sa persistante et fâcheuse tiédeur européenne. "La Grande-Bretagne a réussi, heureusement d'ailleurs, à atténuer très sensiblement les ressentiments extrêmement vifs que lui valait son opposition au plan Schuman et aux projets d'union européenne, en jouant à fond la carte américaine en diverses circonstances, et notamment en Corée. Mais son attitude à l'égard du rapprochement continental ne peut que lui créer de nouvelles difficultés", que Bonnet, selon la coutume, souhaitait exploiter : la France devait toujours davantage mettre "en relief /ses.../ contributions (...) à l'oeuvre de défense collective" ⁽⁵⁷⁾ et ses propositions en faveur de "l'unité européenne", bref exalter "nos plans" comme "une pièce maîtresse dans l'entreprise de reconstruction et de réorganisation de l'Occident" ⁽⁵⁸⁾.

b) Les dispositions soviétiques au début de l'ère coréenne : une "panique" occidentale?

La consultation des archives plus spécialement consacrées à la politique soviétique achève de bouleverser le dossier de la peur des Européens de l'Ouest au début des années cinquante. Dossier certes fastidieux à force d'unanimité, mais qu'il semble souhaitable d'entrouvrir pour un certain nombre des pays concernés, tant jusqu'ici la thèse inverse a emporté la conviction. On a cité plus haut l'entretien Bech-Latinovic du 23 ou du 24 juin 1950, parfaitement caractéristique de la conviction des Européens, à l'Est comme à l'Ouest, quant à la modération des Soviétiques. Modération qui avait frappé les observateurs avant l'explosion coréenne.

En mai-juin, les diplomates mentionnèrent les vives préoccupations soviétiques devant les plans européens (le Plan Schuman) et extrême-orientaux de la Conférence atlantique de Londres, qui ne tablaient guère sur la vocation pacifique de l'Allemagne occidentale ou du Japon. Entre autres courriers consacrés, sur le mode sarcastique ou sérieux, à l'inquiète "campagne pour la paix" des Soviétiques, Chataigneau ⁽⁵⁹⁾ montra le 22 mai une assurance catégorique sur les partisans respectifs de l'offensive et de la défensive : "Si la netteté des résolutions prises à Londres ne laisse guère de doutes sur la volonté des puissances occidentales de prendre des mesures positives pour gagner la guerre froide" - remilitarisation du Japon, protection des criminels de guerre, constitution d'un "bloc du Pacifique" sous les auspices de la Conférence de Sydney et du Président Quirino - ", rien dans les commentaires de la presse soviétique ne permet de supposer que le Kremlin se prépare de son côté à passer à l'initiative en Allemagne ou en Extrême Orient".

"Il se pourrait même que la fermeté des gouvernements alliés, dût-elle, donner un nouvel argument à la propagande soviétique, incite le Kremlin *résolu pour le moment à tout risquer sauf la guerre*, à montrer dans les mois à venir plus de prudence dans ses initiatives sans pour autant s'abstenir de pousser ses avantages dans les secteurs de la guerre froide où il pourrait déceler des points de moindre résistance" ⁽⁶⁰⁾.

Un mois plus tard - la veille du déclenchement de la guerre de Corée -, Gauquié, en poste à Budapest, décrivit en termes plus catégoriques encore un pays hanté par les périls du réarmement

allemand, et fort peu disposé aux offensives périphériques. Après avoir souligné l'importance accordée par la presse hongroise à l'écho en France et, à un degré moindre, en Italie, de la "campagne pour la paix" ("ce n'est pas là seulement de la propagande"), le diplomate français relata ainsi son dernier entretien avec son collègue soviétique : "j'ai pu me rendre compte à nouveau, à cette occasion, à quel point les milieux soviétiques pouvaient être obsédés par la perspective d'une guerre. Tout ce qu'il m'a dit sur l'activité américaine, le réarmement de l'Occident, et surtout sur le "Plan Schuman" (*sic*), tout ce que j'ai pu saisir des soucis que peuvent causer à l'URSS les charges que la Chine et les difficultés d'adaptation des démocraties populaires font peser sur elle, m'a paru inspiré par l'idée de cette menace et l'espoir de gagner du temps" ⁽⁶¹⁾.

Même discours relatif à la prudence des Soviétiques que celui du début de 1948 - chez un Spaak, par exemple ⁽⁶²⁾ -, qui avait précédé, sous prétexte de "coup de Prague", le grand branle-bas public des derniers préparatifs du Pacte Atlantique. Les archives ne rendent pas un autre son à partir du 25 juin 1950.

Pendant les premiers mois du conflit, et en dépit, on l'a dit du style ultra-guerre froide alors en vigueur, la correspondance, de quelque capitale qu'elle provint, confirma les intentions pacifiques des Soviétiques, leur terreur de la guerre et la tranquillité de l'ensemble des responsables européens. D'une correspondance extrêmement répétitive, nous extrairons quelques exemples qui excluent non seulement la thèse de la panique des chancelleries, mais tout lien entre les décisions relatives au réarmement - de l'Allemagne singulièrement - et l'attitude soviétique.

La presse faisait trembler les foules sur les projets d'un Staline renouant avec les méthodes hitlériennes de 1936 à 1938 -opportune comparaison destinée à faire valoir la vaillance de l'Occident contre ce nouveau Munich ; simultanément, la diplomatie ne montra guère d'alarme à propos de l'URSS.

La lettre déjà citée de Bonnet, en se contentant de citer la thèse que Washington soutenait devant ses alliés européens, laissa percevoir une totale sérénité américaine. Si parfaite là encore, que, comme naguère à propos du maintien occidental à Berlin, le lecteur des courriers est contraint à penser que les Américains ne s'engagèrent en Corée qu'absolument assurés que le Kremlin ne réagirait pas. Le Département d'Etat déclara en effet aux représentants français venus aux nouvelles que le risque de "conflit général a/vait/ été soigneusement pesé à Washington (...) calculé et que le Gouvernement des Etats-Unis, en pleine connaissance de cause, a estimé pouvoir /l/ affronter parce qu'il n'est pas jugé excessif (...) et parce que probablement, l'URSS - pense-t-on ici - reculera devant l'éventualité de déclencher (*sic*) une guerre générale". Aucune inquiétude, donc, devant "une situation qui est considérée comme locale". Après une référence à l'agression russe contre la Corée, le porte-parole du Département d'Etat avait laissé entendre à quel point la situation constituerait un test avantageux des réactions - ou plutôt de la non-réaction - soviétiques. "Les Etats-Unis ne pouvaient évidemment monter de sang-froid une pareille expérience et ils ne l'ont pas recherchée. Mais, puisque les circonstances s'y prêtent, la crise actuelle aura au moins l'avantage de fournir des indications sur les intentions soviétiques". D'après Kennan, "les rapports des services de renseignements ne font apparaître en aucun point d'indices véritablement inquiétants".

On attendait donc avec le plus grand calme "le succès de l'intervention des Etats-Unis pour le compte de l'ONU (...) et qui conservera le caractère net d'une opération de police" ; et on n'accordait pas grande attention à un sujet qui troublait davantage les alliés visiblement assombris par l'aventure coréenne : les pertinentes remarques soviétiques sur la fantaisie juridique de la prétention américaine à édicter de nouvelles règles de fonctionnement de l'ONU ⁽⁶³⁾.

Singulière panique coréenne, assurément, et qui ne fut pas l'apanage de Washington. C'est pour des raisons liées en réalité bien davantage à la sphère de l'économie qu'à celle de l'idéologie, que la Grande-Bretagne soutint avec une grande énergie publique l'action anti-rouge de l'"ONU" - nouveau nom des Etats-Unis - ; elle avoua cependant, dans les termes "coréens" de l'heure - Bonnet avait remarquablement analysé les motivations de la surenchère de Londres en ce domaine ⁽⁶⁴⁾ -, être pleinement rassurée sur la sécurité européenne.

Même si l'on ne disposait pas de la correspondance relative aux vraies causes de l'enthousiasme coréen des Anglais, on douterait, à la lecture du télégramme confidentiel de Massigli du 21 juillet, que le Kremlin eût, à leurs yeux, bouleversé l'Asie (on ne voit guère comment Londres eût pu se montrer si optimiste pour le vieux continent quelques semaines après une attaque soviétique en Extrême-Orient) : le Foreign Office demeure persuadé "qu'en dépit de la détérioration des relations internationales qui s'est manifestée au cours de ces dernières semaines il n'y a pas lieu de se laisser aller à un pessimisme excessif, du moins en ce qui concerne l'avenir immédiat".

Trois arguments étaient avancés par le "Northern Department" à l'appui de sa belle assurance: 1°, "la politique du Kremlin continue de s'inspirer des mêmes principes directeurs - infiltration ininterrompue par l'utilisation des "trois contradictions du capitalisme" (...) ⁽⁶⁵⁾ - et d'être dominée par le souci d'éviter d'engager la "patrie du communisme", qui doit être préservée à tout prix, dans un conflit international majeur". Au surplus, "l'Union Soviétique est le pays le plus centralisé du monde et à ce titre particulièrement sensible à la menace d'une guerre atomique".

2° On ne pouvait retenir la thèse soutenue la semaine précédente par l'*Observer*, selon laquelle la note soviétique du 4 juillet justifiant "l'agression Nord-Coréenne (*sic*) au nom de l'"unité nationale et des droits démocratiques" contiendrait le germe d'une nouvelle doctrine de politique extérieure susceptible d'être appliquée prochainement par les Soviétiques en Perse, en Macédoine et en Allemagne".

En réalité, soutenait le "Northern Department", "l'action russe serait de nature différente selon qu'elle s'exerce en Europe ou en Asie" (Thèse des différences entre Europe et Asie qui sonne particulièrement faux, comme nombre des *understatements* londoniens de guerre froide). En Europe, où les positions sont stabilisées et l'action des Puissances occidentales bien coordonnée, le danger d'une riposte est considérable : c'est pourquoi ils (*sic*) se cantonnent dans la "guerre froide", se bornant à l'intensifier". A l'inverse, "en Asie, théâtre d'opérations lointain et malgré tout secondaire, ils se hasardent à courir des risques beaucoup plus sérieux. C'est ainsi qu'après avoir accordé à Ho Chi Minh une reconnaissance qu'ils ont toujours refusée à Markos, ils se sont lancés en Corée dans "une guerre par procuration" ⁶⁶.

L'affaire coréenne n'était "pas /considérée/ ici comme un ballon d'essai, comme le prélude d'autres entreprises locales du même genre, mais plutôt une "opération de nettoyage" destinée à :

- a) parachever l'oeuvre de Mao Tsé Toung
- b) porter un coup fatal au prestige blanc en Asie et singulièrement à la position américaine au Japon
- c) donner encouragement aux mouvements dits de libération nationale d'Indochine et de Malaisie".

3° En dépit de la tension internationale des dernières semaines, à Berlin, en Yougoslavie et en Perse, "les Russes se garderont de déclencher une nouvelle affaire de Corée dans les mois qui viennent" et se contenteront de poursuivre, sans plus, "la "guerre des nerfs" (que Londres les accusait d'entretenir : le Foreign Office aurait les "preuves que plusieurs des nouvelles alarmantes émanant de derrière le rideau de fer ont été lancées par la propagande soviétique" ⁽⁶⁷⁾).

Bref, conclut le Foreign Office - dans les termes utilisés de façon quasi rituelle depuis 1948 -, "la situation internationale ne revêtra pas un caractère véritablement alarmant avant que les Soviétiques n'aient à leur disposition leur "stockpile" de bombes atomiques, c'est-à-dire pas avant deux ou trois ans" ⁽⁶⁸⁾.

Du côté de Berne, les milieux autorisés - en l'occurrence l'officiuse *National Zeitung* - disculpèrent presque explicitement les Soviétiques du péché coréen dont les Britanniques les chargeaient (sans conviction il est vrai) : "la Russie, *écrit Gasser le 4 août*, ne cherche pas à susciter une nouvelle guerre mondiale. Certes, elle aspire sans cesse au règlement des "problèmes" qui l'intéressent, tels que Formose, Indochine, Perse, Turquie, Yougoslavie, Berlin, etc... mais elle tient à les résoudre l'un après l'autre. Allumer un conflit local avant l'extinction complète du précédent aboutirait sans aucun doute à une troisième guerre mondiale", dans laquelle Staline "perdrerait sa liberté d'action diplomatique". Gasser ne croyait pas davantage à la thèse destinée aux foules - et si prise à Paris -, selon laquelle l'URSS aurait paralysé les forces américaines en Asie pour se lancer librement sur l'Occident européen consécutivement dégarni : "l'argument selon lequel les Soviétiques désirent "fixer" en Corée le plus de troupes américaines possible, manque de sens réaliste". Les mesures prises par les Etats-Unis donnaient en effet à ces derniers un avantage militaire écrasant : "les Américains sont maintenant beaucoup plus forts qu'ils ne l'étaient il y a un mois et cet état de choses ne fera que s'accroître. Aussi serait-il dans l'intérêt russe d'inaugurer une politique d'apaisement.

Il ne serait pas étonnant, dans ces conditions, de voir la Russie demander l'organisation, le plus vite possible, d'élections libres en Corée, sous contrôle international, élections qui pour le moment et en raison de ses succès, ne manqueraient pas de lui être favorables et dont l'Amérique demandera la remise pendant 5 ou 10 ans" ⁽⁶⁹⁾.

Les mois et années qui suivirent ne portèrent pas la moindre retouche aux jugements de l'été 1950.

On ne voit pas, observa la Direction Europe, dans un bilan de "la politique extérieure soviétique en 1950", pourquoi l'URSS par sa complicité dans l'incendie aurait violé si sottement le sacro-saint principe *is fecit cui prodest*, tant l'implication dans la guerre desservait ses intérêts fondamentaux : 1) pourquoi alors l'"étrange" départ de l'URSS du Conseil de sécurité /en janvier 1950/? "Si dès cette date, la crise coréenne était prévue, l'attitude soviétique serait difficile à expliquer" ; 2) la position de Moscou à l'égard du réarmement allemand - pure remarque de bon sens en provenance d'un pays que la peur de l'Allemagne tenaillait autant que l'URSS - rendait la chose plus invraisemblable encore : l'URSS ne peut se permettre de "courir le risque d'accélérer le réarmement des puissances occidentales". Celui-ci, absolument inéluctable à partir de la guerre de Corée, signifiait, l'URSS ne l'ignorait pas, non seulement accroissement du budget militaire américain, mais réarmement de l'Allemagne voire du Japon et pouvait au surplus "semer des doutes sur la pureté d'es/ intentions" soviétiques après l'appel de Stockholm lancé le 18 mars 1950⁽⁷⁰⁾ contre l'arme atomique.

A lire la correspondance diplomatique, on acquiert la solide présomption que non seulement Moscou n'eut aucune part dans le lancement du conflit, mais déploya tous les efforts pour y mettre fin. Il est tout à fait significatif que, dans le langage codé du temps qui comparait le régime soviétique à celui "de Bismarck et de Hitler" (chez un Chataigneau⁽⁷¹⁾) et stigmatisait "l'impérialisme moscoutaire" (chez un Bonnet⁽⁷²⁾), l'URSS ait été accusée de... lâcher ses amis politiques par souci prédominant de mettre fin au conflit.

Dès l'été 1950, en termes soit favorables - cas rarissime hors de la mouvance communiste -, soit réservés - les Soviétiques étant toujours suspectés de dissimuler des arrière-pensées sous les propos les plus amènes -, soit franchement hostiles, les observateurs (français entre autres) décrivent un pays obsédé par le souci d'éteindre un feu qu'il n'avait manifestement pas allumé.

Le journaliste britannique Alexander Werth, qui avait vécu dans l'URSS en guerre⁽⁷³⁾, continua à l'heure coréenne à se déclarer convaincu que cette nation ravagée et meurtrie ne songeait qu'à la paix. Classé en ces temps de guerre froide parmi les crypto-communistes jetés dans le même enfer que les vrais, Werth, qui vivait à Paris, était lu avec intérêt dans le monde anglo-saxon. Son propos retenait l'attention des diplomates, quand bien même ils usaient des façons convenues à l'égard de cette catégorie de personnalités. Bonnet consacra trois pages dépourvues d'ironie à l'un de ses articles parus dans *The Nation* en septembre. Werth s'y portait caution du "désir de paix" des Soviétiques, tant au Kremlin que parmi les masses : "les terribles souffrances de la dernière guerre", écrivait-il, donnaient la garantie "que le gouvernement soviétique fera tout en son pouvoir pour éviter une nouvelle guerre" ; la paix constituait pour la population un tel impératif qu'on ne pouvait réduire à un banal succès des méthodes de propagande l'adhésion massive à l'appel de Stockholm : si "115 millions de gens, c'est à dire toute la population adulte" l'avait signé, "c'était non seulement parce qu'on leur avait dit de le faire, mais parce qu'ils étaient persuadés d'agir pour le bien de leurs frères et de leurs enfants"⁽⁷⁴⁾.

Plus conforme à l'esprit de l'heure fut le commentaire d'Etienne de Crouy, chargé d'affaires à Londres, le 13 novembre 1950 : il rappela l'appartenance de Werth à l'extrême-gauche du *Labour* pour accorder moins de crédit à son article du 9 novembre 1950 dans le *Manchester Guardian*, qui attribuait à l'URSS, hantée par le réarmement de l'Allemagne, une solide volonté de paix et de négociation (l'article, circonstance aggravante, pouvait passer pour "une étude sérieuse et documentée et qui a tous les aspects d'une grande objectivité")⁽⁷⁵⁾. Favorable aux Soviétiques, sans doute, le jugement de Werth ne tranchait pas sur celui des diplomates qui n'éprouvaient pas la même sympathie pour ce pays - ou dont l'éventuelle sympathie ne pouvait se déclarer.

Début septembre, Romain Gary, alors premier secrétaire de l'Ambassade de France à Sofia, fut, avec les précautions d'usage, frappé autant que nombre de ses collègues par l'accent de sincérité des élans pacifistes de son homologue soviétique : "M. Korioukine avec une ténacité et une ardeur assez remarquable et qui frisait la sincérité, s'est appliqué à démontrer que l'URSS non seulement ne désirait pas la guerre, mais qu'elle la redoutait et qu'elle n'allait pas se laisser entraîner au conflit par aucune mesure de provocation" telle que l'affaire de l'avion soviétique abattu au large de la Corée⁽⁷⁶⁾.

Pourquoi la France, ajouta-t-il, ne s'emploierait-elle pas à "résoudre pacifiquement" le conflit en cours? Pour convaincre son interlocuteur - leitmotiv des relations franco-soviétiques, de l'ère de la "belle et bonne alliance" du 10 décembre 1944 à celle, prochaine, de la CED -, il fit "appel à tous les souvenirs communs, d'ordre presque sentimental", évoquant l'escadre française

Normandie, les risques que faisait courir l'Allemagne aux deux pays alliés contre elle, et le souvenir "des souffrances" demeuré si intense en URSS et, "espérait-il, en France".

Certes, commenta R. Gary, le diplomate soviétique exécutait les "instructions" de ses autorités de tutelle : il s'agissait de "démontrer que l'URSS veut éviter la guerre et qu'il faut l'aider dans cette tâche". Mais son collègue était manifestement allé au-delà de strictes obligations diplomatiques ; en témoignait "la véritable passion" qu'il a mise à tenter de "me convaincre des intentions pacifiques de l'URSS et de son horreur pour la guerre, me demandant à deux reprises si vous-même vous rendiez bien compte de cette détermination de paix de son pays". Gary avait discerné dans cet appel "une inquiétude réelle et même une certaine angoisse personnelle qui n'était sans doute pas comprise dans ses instructions et qui ne sont pas sans jeter une certaine lumière sur l'état d'esprit des soviétiques(*sic*)" ⁽⁷⁷⁾.

Du côté de l'hostilité déclarée - à l'Ambassade française à Moscou -, le contenu du discours ne variait point. A la même époque, Brionval se montra comme à l'accoutumée prolix sur les noires intentions de l'offensive des paix des Soviétiques et leur tendance à s'avancer masqués ou agir par procuration. Mais il admit que, parmi "nos collègues étrangers, les mieux informés sont généralement d'avis que le gouvernement soviétique, si conscient qu'il soit de la supériorité actuelle écrasante de sa puissance militaire, ne souhaiterait pas précipiter un conflit général (...).

Cependant en admettant que /le Kremlin/, fidèle à une tactique longuement éprouvée, soit bien décidé à s'abstenir de toute intervention directe dans le conflit coréen et à passer même s'il le faut cette affaire aux profits et pertes, rien ne prouve encore qu'il ait renoncé à y pousser son allié chinois". Bref, Moscou était apparemment gêné par les dispositions plus énergiques de Pékin, bien qu'on ne pût voir là le signe d'un éventuel "malaise sino-soviétique" : la presse ne disait mot sur les relations avec la Chine et observait avec obstination un "laconisme" sur les nouvelles coréennes qui contrastait avec "les protestations périodiques de Chou En Lai à l'ONU" ⁽⁷⁸⁾. Assez régulièrement, Brionval ou Chataigneau évoquèrent par la suite "la passivité" de Moscou ⁽⁷⁹⁾ ou "sa nonchalance à empêcher l'effondrement de ses protégés de la Corée du Nord sous les coups de la contre-offensive des armes de l'ONU" ⁽⁸⁰⁾.

II UNE EUROPE SOUDÉE PAR LA MENACE SOVIÉTIQUE 1950-1955?

A. UNE EUROPE OCCIDENTALE SEREINE

L'URSS de Staline n'inspira donc pas aux chancelleries le cauchemar couramment considéré comme une motivation décisive du réarmement ouest-allemand. Reste à examiner si l'Europe occidentale conserva certaines craintes quant aux intentions militaires soviétiques sur le continent. Ce qui précède rend la question peu brûlante, voire même purement conventionnelle : on ne voit pas en effet pourquoi les Soviétiques, innocents du conflit "par procuration" qu'on leur attribua, auraient menacé davantage l'Europe que l'Asie. Le dossier présente cependant un intérêt majeur. Il éclaire en effet d'une lumière radicalement nouvelle la thèse traditionnelle selon laquelle, poussée par la peur des Soviétiques, bon gré mal gré, l'Europe occidentale aurait surmonté ses divisions et accepté d'unir (alliance militaire incluse) ses nations divisées.

Le renseignement diplomatico-militaire en provenance d'Europe rendit naturellement le même son que la correspondance évoquée plus haut. Qu'en fut-il, à l'été 1950, de la panique d'une Europe encore sans armes ou presque, et contrainte alors à envisager, comme Washington, et malgré ses scrupules, la contribution militaire allemande à la défense de la portion de continent mortellement menacée?

Aucune panique ne fut constatée. Les observateurs en poste en Europe orientale relevèrent dès juin-juillet 1950 que, selon la formule de Monicault, alors à Vienne, "la situation est parfaitement calme dans les pays satellites voisins de l'Autriche", notamment la Hongrie et la Tchécoslovaquie ⁽⁸¹⁾. A peine deux semaines après le déclenchement du conflit coréen, une "note d'information" militaire, fondée sur la synthèse des courriers de la période écoulée, révéla la même assurance. "En URSS, on ne note aucune activité importante militaire, navale ou aérienne, qui puisse être considérée comme anormale". Du nord au sud de l'Europe ("En Turquie, aucune inquiétude apparente dans les milieux civils ou militaires" ⁽⁸²⁾) régnait une parfaite tranquillité,

parfaitement antagonique avec la thèse de la répétition générale ou du "ballon d'essai" si largement répandue. "En bref, nos Attachés Militaires rendent compte qu'à ce jour, la situation générale, tant en URSS que dans les Pays Satellites (*sic*), en Yougoslavie, et dans les pays limitrophes d'Europe, est *calme*, et que les événements (*sic*) de Corée ne semblent pas avoir actuellement de répercussion dans l'activité militaire générale du bloc oriental" ⁽⁸³⁾.

Exemple pris parmi bien d'autres et qui atteste que les années 1950-1955 ne retouchèrent pas le tableau des débuts de l'ère atlantique, le cas norvégien. Pas plus que ce pays, malgré une légende persistante, n'avait adhéré au Pacte par peur du "puissant voisin", il ne redouta ses mouvements militaires. La documentation en provenance d'Oslo entre 1950 et 1955 ressemble étrangement à celle des années 1947-1949 : le même allant anti-communiste couvert d'un paravent anti-soviétique une répression purement intérieure, ainsi en janvier 1951.

"Sur le plan militaire, on n'a pas constaté en effet chez elle /l'URSS/ des préparatifs permettant de croire à son intention d'engager contre eux /les pays scandinaves/ à bref délai une opération de force". Mais, tout comme on l'avait fait depuis 1947-48 - avec l'allégresse qui faisait défaut en matière militaire -, on poursuivait contre les communistes locaux une campagne dont l'emphase (des soupçons contre "un plan de sabotage" sur la région-frontière Sud entre Suède et Norvège) cachait à peine le terrible affaiblissement de leur parti : moins de 10.000 adhérents désormais, qu'on pensait sans doute intimider plus efficacement encore par les récentes "lois d'exception très sévères présentées par le gouvernement en vue d'assumer la sécurité du pays en cas de crise" et votées par le Storting ⁽⁸⁴⁾.

A la fin de 1954, quand la campagne relative à la terrible intimidation soviétique sur la France battit son plein, la Norvège officielle - Lange, le Ministre des Affaires Etrangères - ou officieuse - la presse - observa "le plus grand calme" : la note soviétique du 9 décembre 1954, qui soulignait l'incompatibilité du pacte franco-soviétique de 1944 avec la ratification des accords de Londres (qui remplaçaient la défunte CED) n'alarma personne. En termes peu amènes mais clairs sur l'absence d'inquiétude à l'égard de la mauvaise humeur des Soviétiques, on suggéra que Moscou céderait encore, après avoir promis pourtant de ne plus céder, après l'acceptation française du réarmement allemand : "Les Russes ne se sont jamais embarrassés des plus sensationnelles volte-face et ce n'est pas parce qu'ils déclarent aujourd'hui que des négociations seront impossibles après la ratification qu'on les prendra au mot" ⁽⁸⁵⁾.

On ne s'émut pas davantage lorsque les pays scandinaves déjà membres de l'Alliance Atlantique reçurent, dans la presse soviétique de janvier et février 1955, puis le 8 février, de Molotov - à l'occasion de son discours devant le Soviet Suprême - des critiques ou mises en garde contre d'éventuelles pressions exercées sur la Finlande. "Cet avertissement, sur un ton mineur, commenta l'Ambassadeur à Moscou Louis Joxe, auquel les représentants à Moscou n'attachent pas un sens alarmant, est bien dans la manière du Kremlin" ⁽⁸⁶⁾.

On ne reproduira pas la liste aussi systématique que fastidieuse des courriers de ce type, rédigés pendant les années 1950-1955 ⁽⁸⁷⁾. Relevons cependant qu'ils décrivent la remarquable continuité de la politique extérieure soviétique, de "campagne pour la paix" en articles ou discours sur la "coexistence pacifique". S'il y eut - le fait ne souffre pas la contestation, mais ce n'est pas notre sujet - une solution de continuité dans la politique intérieure soviétique en 1953, on a grand peine à en découvrir une dans notre domaine. Il est d'ailleurs significatif que les tentatives pour déceler une césure consécutive à la mort de Staline n'aient pas été, dans la correspondance diplomatique, poussées bien loin. La Direction d'Europe rédigea un certain nombre de notes en ce sens après le 5 mars 1953, mais sans grande conviction.

Ainsi le 19 juillet 1953, la nouvelle tactique de détente ou d'"offensive de paix" - leitmotiv de la correspondance depuis 1948-49 - fut-elle considérée comme ayant commencé "après le 15 mars, par une série de gestes de courtoisie relativement peu importants /mais/ d'un grand retentissement dans l'opinion occidentale, sevrée depuis longtemps de toute manifestation de bonne volonté soviétique". Datation d'ailleurs aussitôt nuancée par la concession "que certaines initiatives du Kremlin aient pu annoncer avant la mort de Staline (...) une modification du cours de la politique extérieure soviétique", telle l'interview de Staline le 24 décembre 1952 ou l'annonce de la participation à la Conférence de Genève le 17 janvier 1953 ⁽⁸⁸⁾. La césure de 1952 fut dès lors assez en vogue, et volontiers reprise par les fréquentes notes "historiques" de la Direction Générale Politique (Europe).

Le lecteur troublé par cette argumentation - qui exclut cependant l'hypothèse d'une césure de 1953 - se reportera simplement au b,a, ba de l'historien, la lecture chronologique des dossiers depuis

1945. La documentation des années 1946-1952 égrène entre autres les interventions officielles de Staline, en direction des Etats-Unis, pour convaincre le peuple américain que l'alliance, possible en temps de guerre, l'était *a fortiori* "en temps de paix" et qu'on pouvait oeuvrer au "règlement des différends entre les Etats-Unis et l'URSS indispensable dans l'intérêt de la paix" ⁽⁸⁹⁾. On ne voit donc pas en quoi les diverses initiatives de Staline en 1952 spécifiquement destinées à l'Occident ⁽⁹⁰⁾ ou son ouvrage de la même année, "Les problèmes économiques du Socialisme" ⁽⁹¹⁾ auraient marqué une sorte de rupture avec les conceptions antérieures.

L'URSS des premières années cinquante, sous Staline autant qu'après lui, apparut bien à l'Europe de l'Ouest comme une puissance militaire exclusivement *défensive* et hantée, sur le plan extérieur, par une priorité décisive, celle, sinon d'empêcher, du moins de retarder le réarmement allemand. Qu'ils eussent ou non de la sympathie pour ce pays, les observateurs diplomatiques se répétèrent indéfiniment sur ce point jusqu'à l'année où fut officiellement rendu à la RFA le droit de porter les armes - borne des dossiers consultables au Quai d'Orsay.

B. COURSE VERS L'INTÉGRATION OUEST-EUROPÉENNE OU TENTATIONS "NEUTRALISTES"?

Ce n'est assurément pas la peur des Soviets qui ressuscita la Wehrmacht et qui souda une Europe occidentale affolée. La démonstration, possible pour chacune des nations concernées, présente un intérêt particulier pour les deux pays d'Europe de l'Ouest que le réarmement allemand concerna le plus directement, le bénéficiaire, d'une part, l'hypocrite auteur du projet de CED, d'autre part. Pas plus à Bonn qu'à Paris, la terreur des Soviets n'étreignit les dirigeants confrontés à une décision, on l'a dit, fondamentalement américaine.

1. LE CAS ALLEMAND

Mentionnons pour mémoire la parfaite tranquillité d'esprit des dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest qui, tout en récitant avec application le conte du loup-garou si propice à l'"égalité des droits", dissocièrent, hors des tréteaux, leur réarmement des impératifs créés par l'attitude des Soviets.

De la CED au SPD, partisans officiels ou officieux du réarmement pour des raisons assez similaires, nul ne s'alarma des intentions soviétiques au cours du second semestre de 1950. C'est ainsi qu'au début de juillet, les forces qui se livraient de vifs assauts verbaux et parlementaires se rencontrèrent discrètement pour converger sur la "sécurité de la République Fédérale", qu'on déclarait *urbi et orbi* si gravement menacée. L'entretien Adenauer (flanqué de Blankenhorn)-Schumacher (accompagné de Luetgens (*sic*)), qui fut reconnu comme le signe d'une nette "détente" entre le gouvernement et l'opposition, voire d'une véritable "collaboration" en politique extérieure, fut conclu par un constat commun fort serein. "On considérerait, *câbla Bérard*, que la situation n'est pas pour le moment alarmante et qu'il faudra beaucoup de temps pour résoudre le problème de la sécurité" ⁽⁹²⁾.

Ce jugement prit au cours des années suivantes des allures routinières. La RFA, pour les raisons étudiées dans notre autre communication, avait un intérêt évident à brandir le risque du "triomphe de la politique soviétique et /de/ l'effondrement à plus ou moins brève échéance de la défense occidentale" pour vaincre les réticences françaises à son réarmement ⁽⁹³⁾. Adenauer se fit une spécialité de la dénonciation alarmiste des sombres desseins des Soviets, avec une insincérité qui fut non seulement discernée par les Français - Bérard en particulier -, mais à l'occasion reconnue par ses alliés politiques allemands eux-mêmes. "Eckardt a reconnu, *releva une note de renseignement de mai 1954*, que le Chancelier, pour des raisons tactiques peint parfois la situation internationale en couleurs plus sombres qu'elle n'est en réalité" ⁽⁹⁴⁾.

La tactique fit les délices des observateurs, notamment lors de la Conférence de Rome de février 1953, où le Chancelier pressa - sans succès - les Français ratifier les traités en invoquant comme un leitmotiv la pressante "menace russe" ou le "danger imminent" qui allait déferler sur l'Europe occidentale ⁽⁹⁵⁾. Comme l'écrivit avec humour Künzli dans la *National Zeitung* de Berne, Adenauer a confondu "le Parlement allemand" ou "une séance de la fraction parlementaire de la CDU" avec "la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères" : cherchant à "manoeuvrer /ces

derniers/ en leur inspirant la crainte des bolcheviks", il "a manifestement sous-estimé le niveau politique de /ses interlocuteurs/. M. Bidault aurait préféré que M. Adenauer lui parlât de l'évolution de la politique extérieure et intérieure allemande, lorsque l'Allemagne disposera à nouveau de 20 (*sic*) divisions". Les divergences grandissantes entre France et Allemagne sont "susceptibles de jouer dans la tactique de Staline un rôle plus important encore que les fameuses divisions russes auxquelles Adenauer aime à faire allusion" ⁽⁹⁶⁾.

Les vrais problèmes - le danger allemand - réduisant à sa modeste dimension celui du déferlement éventuel de l'Armée Rouge à l'Ouest de l'Elbe, *General Anzeiger* mit en garde Adenauer contre son péché mignon qui, au bout de près de quatre ans, n'avait toujours pas forcé le ralliement français. Il "ferait bien, aussi, de ne pas revenir constamment sur les dangers terribles qui menacent l'Europe. Il annonçait, en janvier 53 (*sic*), que nous étions assis sur la lame d'un couteau. Nous y sommes encore, ce qui suppose chez nous beaucoup d'endurance et un bon cuir" ⁽⁹⁷⁾.

On crut si peu en RFA à l'agressivité de Moscou que la surenchère anti-soviétique fut poussée au point d'atteindre l'absurde : Reuter, dont la carrière politique berlinoise avait été bâtie sur une outrance verbale permanente contre le Kremlin, avait ainsi requis en avril 1951, avec l'évidente (et hypocrite) bénédiction des Américains - et l'écho du "journal le plus souvent influencé par /eux/, le Tagespiel" - qu'on en "arrivât/ à une "Kommandatura quadripartite" dans laquelle les Allemands remplaceraient les Russes" ⁽⁹⁸⁾. On a vu qu'un Bérard était hanté par l'idée que l'alliance germano-américaine pourrait, après quelques années, balayer les acquis, notamment territoriaux, de la Seconde Guerre mondiale.

Certains Allemands avouèrent à la fois leur sérénité sur les intentions soviétiques et leur lucidité sur les incontournables conséquences de la *défaite militaire* qui avait beaucoup dû aux Soviétiques. Exemple très significatif du hiatus voire de l'abîme entre les discours électoraux et les discussions internes, c'est Strauss, classé publiquement, presque jusqu'à sa mort, parmi les éléments de la droite allemande les plus résolus à la revanche, qui se montra le plus sincère sur les sentiments des décideurs allemands à l'égard de l'URSS, déjà très nets dans les premières années de l'après-guerre ⁽⁹⁹⁾ : absence d'inquiétude réelle sur un pays dépourvu d'intentions agressives et, malgré la vigueur de l'antibolchevisme, les rancœurs accumulées - voire la haine antisoviétique -, un certain respect pour les infranchissables limites assignées par la capitulation de mai 1945.

Les propos discrets du Secrétaire général de la CSU, en juin 1952 - en pleine surenchère parlementaire, peu après la signature du Traité de Paris -, suggèrent en effet que son camp, Adenauer inclus, n'était pas dupe de l'utilisation du thème de l'"ogre soviétique", et que le réarmement avait bien d'autres fonctions que celles liées à l'URSS. "Aucun péril ne menace actuellement l'Europe, *avouait-il en privé*. La République Fédérale n'a donc pas un besoin immédiat de soldats. Mais la question de la défense commune contre la Russie devait être posée. Celle-ci constituera toujours un danger tant qu'elle ne trouvera pas de résistance en face d'elle. Strauss est persuadé, d'ailleurs, que les attaques massives et sans mesure d'un Schumacher contre les accords ne correspondent pas à son sentiment intime. Le chef de la sociale(*sic*)-démocratie a la tête trop solide pour vouloir demander au Chancelier de gagner maintenant, par une simple signature, la deuxième guerre mondiale" ⁽¹⁰⁰⁾.

Les conceptions de Von Etdorf, déjà rencontré à propos du réarmement allemand, fournissent un indice supplémentaire sinon des tentations franchement neutralistes - déjà largement représentées alors -, du moins de la prudence des milieux dirigeants de Bonn à l'égard de Moscou : "Il ne croit pas à l'imminence d'un conflit avec l'URSS; il serait favorable à l'ouverture de pourparlers économiques entre la Russie et la République fédérale et estime que celle-ci doit, sur le plan politique, éviter certains gestes maladroits (notamment dans les relations avec les associations d'émigrés d'Europe orientale) afin de ne pas se donner l'air de provoquer l'URSS" ⁽¹⁰¹⁾.

On n'entrera pas ici dans les détails d'un dossier qui nécessiterait, pour être plus complet, une étude des composantes de ce qu'on appelait déjà les tendances allemandes au neutralisme ⁽¹⁰²⁾. Quoi qu'il en soit, Bonn s'engagea dans cette "Europe occidentale" dont elle faisait tant de cas par souci d'"égalité des droits" et de sortie de quarantaine, non par peur d'une agression soviétique. L'alliance privilégiée avec l'Occident américain autorisait la récupération au moins partielle des droits perdus en 1945.

A l'égard de l'Est, il ne s'agit évidemment pas d'un "Rapallo", au sens mythique d'alliance entre Slaves et Germains. La France, qui mania le thème - chaque allié des Etats-Unis traquait toujours avec allégresse le moindre signe de défaillance chez ses rivaux -, n'y crut jamais sincèrement et l'avoua à plusieurs reprises dans le secret de la correspondance. Les Soviétiques ne

pouvaient envisager pareille entreprise : "la politique soviétique (...) ne paraît guère s'inspirer des accords de Rapallo" ; l'URSS a fait, "et à plusieurs reprises, l'expérience d'une telle politique (...) désastreuse, et dans les circonstances actuelles, une telle politique doit apparaître à un esprit marxiste, comme un non-sens. Convaincu qu'il est de la mainmise du capitalisme américain sur l'Allemagne d'Adenauer, une telle tentative équivaldrait pour le Politburo à vouloir faire la politique de Rapallo avec les Etats-Unis" ⁽¹⁰³⁾.

Les Allemands de l'Ouest n'y songeaient pas plus sérieusement. Le "chantage" régulièrement manié par Adenauer - et par les Anglo-Saxons - "en agitant l'épouvantail russe" (en l'espèce les offensives de charme de Moscou à l'égard de Bonn) pour convaincre la France d'accepter le réarmement allemand ne trompa guère les milieux informés : "manoeuvre (...) dépourvue de base", jugea en avril 1950 la Direction d'Europe, "car le Gouvernement de Bonn est en quelque sorte acculé à la coopération avec l'Occident" ⁽¹⁰⁴⁾.

Mais la RFA manifesta une incontestable disposition à la coexistence pacifique - après la leçon de 1941-1945 - et au commerce avec l'Est européen : dans le lot des pays européens engagés dans ce fructueux négoce dont l'embargo américain avait fait un délit, l'Allemagne occidentale figura au tout premier rang ⁽¹⁰⁵⁾. Réalités incontournables, mais largement masquées, aux yeux des foules, par la démagogie sur la division du pays, la fixation des frontières et les réfugiés.

2. LE CAS FRANÇAIS : LA VIVE NOSTALGIE DE L'ALLIANCE ANTI-ALLEMANDE AVEC L'URSS

En ce qui concerne la France, la thèse de l'adhésion à l'Europe sous l'aiguillon du péril russe néglige les données élémentaires d'une histoire qui ne fut pas effacée par les polémiques de la guerre froide. On l'a montré pour les années qui suivirent la guerre, le traité bilatéral anti-allemand du 10 décembre 1944 ne s'effondra pas sous les coups de boutoir de la "doctrine Truman" : l'alliance *négative* des Français et des Soviétiques relevait des contraintes géo-politiques ravivées par le dernier siècle de leur histoire. Derrière l'obsession apparente du Quai d'Orsay, depuis le début de 1948 surtout, d'éviter la "provocation" que constituerait pour l'URSS le réarmement du nouveau Reich s'étaient à peine retranchées des angoisses avant tout françaises.

Notre étude sur la perception française du danger ouest-allemand fait plus que suggérer à elle seule que les années cinquante ne retouchèrent pas ces tendances longues. L'anti-germanisme d'un Bérard, on l'a vu, eut pour permanente contrepartie le souci de composer, sur la base des intérêts communs en terrain allemand, avec les Soviétiques. Au tout début des années 1950, dont le discours d'un Chataigneau symbolisa parfaitement les priorités anti-bolcheviques, ce souci ne disparut pas entièrement, chez les plus anti-soviétiques des diplomates français. L'Ambassadeur lui-même, pourfendeur des noirs desseins indochinois de Moscou, concéda, dans son style inimitable, parfois franchement risible, que Paris avait toujours intérêt à ne pas se fermer à double tour la porte du Kremlin en matière allemande.

Ainsi en novembre-décembre 1950 avoua-t-il presque ses inquiétudes à l'égard de l'Allemagne, préconisant avec les Soviétiques l'entente dont il faisait mine, deux lignes plus haut, de se gausser. L'armement de l'Allemagne de l'Ouest constituant "en effet la principale cause de soucis des Soviétiques", ils étaient prêts à "quelques accommodements pour l'éviter". Et, bien que Chataigneau rappelât avec une évidente fierté qu'il avait résisté à l'été 1948 aux avances de Molotov pour affirmer sa solidarité avec ses alliés occidentaux, il admit en termes tarabiscotés que l'offre ne manquait pas d'intérêt. Jusqu'au moment où l'URSS aura achevé "le principal d'e son/ plan d'armement" - terme fixé à 1952-1953 - ", elle vaudra sans doute amuser les chancelleries occidentales peut-être par des entrevues trompeuses et par des trêves simulées sous le beau prétexte de travailler à une réconciliation. Mais de telles négociations ne fourniront pas aux seuls soviétiques (*sic*) l'avantage de gagner du temps et il n'est pas interdit de penser qu'ils puissent préparer des arrangements profitables aux deux parties sur certains points" ⁽¹⁰⁶⁾. L'époque de Schuman, si propice à la surenchère anti-"moscoutaire" - selon la formule de Bonnet - n'abolit donc point la nécessité du "compromis avec l'URSS" ⁽¹⁰⁷⁾.

Les contacts incessants entre Paris et Moscou à l'époque de la CED, et notamment en 1953-1954 ne correspondirent évidemment pas aux chants de sirène trompeurs des Soviétiques décidés à torpiller l'alliance occidentale et à isoler la France de ses alliés anglo-américains - comme un Chataigneau aimait à le dire -, mais tout simplement à la prise en compte d'intérêts communs,

effectivement contradictoires avec ceux des animateurs du relèvement ouest-allemand. On ne peut dans le cadre d'une communication décrire précisément ces approches *mutuelles* qui eurent lieu tant à l'époque de Bidault que sous le Ministère de Pierre Mendès-France. Du côté français, le truchement logique de ces conversations, Louis Joxe, qui succéda à Chataigneau après la signature du traité de Paris - en pleine ère Schuman -, laissa percevoir, sous le discours de règle en matière de relations franco-soviétiques, la permanence des convergences.

Quelle que fût la forme des contacts en question, conversations presque détendues ⁽¹⁰⁸⁾, insolence - que Paris pratiquait en général davantage que Moscou ⁽¹⁰⁹⁾ -, reproches officieux ou officiels par voie de presse ou de notes, etc., le fond demeura le même. Paris cherchait au moins autant que Moscou à conserver la substance du pacte de 1944, "un instrument utile, *selon la formule de Joxe fin février 1955*, à l'a propre sécurité /de l'URSS/ et auquel nous tenons" ⁽¹¹⁰⁾.

Lorsque la note soviétique du 16 décembre 1954 confirma, avec une incontestable logique, que "l'acte de ratification des accords de Paris tracera/it/ une barre sur le traité Franco(*sic*)-soviétique et annulera/it/ ce traité" ⁽¹¹¹⁾, Joxe fut saisi d'une apparente indignation contre les Soviétiques. Ce coup de sang spectaculaire fut doté d'une signification limpide : on ne voulait point parmi les décideurs français - et Mendès-France, sa correspondance l'établit, partageait les vues du gaulliste Joxe ⁽¹¹²⁾ - se priver de la protection contre une nouvelle agression allemande que constituait l'article 3 du Traité du 10 décembre 1944 (rappelé plus bas). *Seule garantie* écrite et formelle, rappelons-le, dont la France disposât après 1945, en l'absence de toute disposition similaire anglo-américaine contre l'Allemagne réarmée.

Paris, câbla l'Ambassadeur, devait répliquer avec "fermeté" aux Soviétiques : si l'URSS dénonce unilatéralement la garantie de l'article 3, "nous sommes fondés à lui demander pourquoi. Tout en prenant les précautions nécessaires vis-à-vis du chancelier allemand, il me paraît possible de démontrer que nous restons fidèles moins à la lettre d'un traité peu à peu détérioré par les Russes, qu'à sa substance, que nous sommes toujours prêts à "faire obstacle à toute initiative de nature à rendre possible une tentative d'agression de la part de l'Allemagne"" ⁽¹¹³⁾.

De multiples rumeurs, à l'époque de la CED ou des accords de Londres évoquèrent des accords secrets franco-soviétiques sur l'Allemagne. La documentation classée ne permet pas avec certitude d'établir si ces bruits furent fondés. Tous les dossiers ne sont pas classés, et aucun chercheur ne peut avoir l'assurance d'avoir consulté tout ceux qui peuvent l'être. On ne peut certes pas prendre pour argent comptant les révélations de Monmousseau de décembre 1953, sur l'affermissement du pacte franco-soviétique "par l'assurance que la France n'a rien à craindre de l'URSS, *celle-ci s'étant engagée à ne pas franchir le Rhin en cas d'agression allemande*" ⁽¹¹⁴⁾. Pas davantage ne peut-on confirmer ou démentir le *Neuer Kurier* viennois qui évoqua en décembre 1954 un "accord secret" stipulant la neutralité française en cas d'attaque contre l'URSS ⁽¹¹⁵⁾.

La documentation, incontestable ou invérifiable selon les cas, autorise cependant une hypothèse solide : avant comme pendant ou après la CED, Paris continua à considérer Moscou comme l'interlocuteur - il vaudrait mieux dire l'allié - incontournable face à Bonn, hypothèse assurément incompatible avec celle de la course européenne pour échapper aux assauts de "l'ogre soviétique".

Les observateurs étrangers avaient unanimement perçu dans la "belle et bonne alliance" de 1944 le "retour à la politique traditionnelle de la France" ⁽¹¹⁶⁾. Les années de la CED, où les répugnances françaises à l'égard de l'Allemagne réarmée ne parvinrent plus à se dissimuler, firent ressurgir plus clairement la nostalgie du dispositif destiné à verrouiller toute agression allemande. Les Allemands usèrent et abusèrent, pour disqualifier Paris aux yeux de Washington, de l'argument selon lequel les sirènes soviétiques troublaient au plus haut point l'allié "occidental" le plus vulnérable.

Mais tout n'était pas tactique dans un jugement qui continua à être rendu au moment même où Paris, après avoir liquidé la CED mort-née, s'apprêtait à cautionner le réarmement allemand, via les accords de Londres. La presse allemande, après avoir dénoncé sans trêve tous les signes d'une complicité franco-soviétique, se réjouit, à la mi-décembre 1954, "que M. Mendès-France par/û/t décidé à ne pas se laisser intimider et à consacrer toute son énergie à faire ratifier les accords" ; mais une partie des journaux de Bonn reconnut avec simplicité que "la menace soviétique /d'annuler le traité de 1944/ ne sera/it/ pas sans effet. L'alliance russe est un dogme depuis 1870 dans la conduite de la politique extérieure française. Elle représente une assurance majeure contre le danger allemand. De nombreux députés (...) seront troublés à l'idée de perdre cette assurance et de lier, sans recours, le destin de leur pays à celui de l'Allemagne" ⁽¹¹⁷⁾.

Dossier français qui, comme son homologue allemand, nous conduit fort loin des certitudes classiques sur la perception occidentale de l'Union Soviétique au cœur de la guerre froide coréenne. "Pensez-vous, déclara (...) Krouchtchev à Joxe, le 9 novembre 1954, que n'ayant pas attaqué l'Occident dans les années qui ont suivi la guerre, nous entendrions le faire maintenant?" Je reconnus que l'argument avait une certaine valeur et que je ne sous-estimais pas à *(sic) priori* la volonté de paix de l'URSS" ⁽¹¹⁸⁾. Quel que fût le sentiment des dirigeants occidentaux sur le régime des Soviétiques - dossier qui ne relève point des relations internationales -, la puissance militaire de ce qu'ils présentaient à leurs opinions comme "l'ogre soviétique" ne les alarma pas davantage à l'ère coréenne qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Source évidente d'un "neutralisme" - ou appelé tel - confondu avec le souci d'éviter un nouvel embrasement du continent européen.

L'Union Soviétique poussant l'Europe effarée à souder ses destins nationaux en une seule ? Une stratégie *défensive* reconnue par tous, en dépit des campagnes sur l'épouvantable "supériorité militaire" aérienne et navale des Soviétiques sur la coalition anglo-saxonne ; la conviction que "les pays peuvent vivre en bonne harmonie tout en ayant des régimes différents", selon les mots de l'Amiral Rodionoff à l'Ambassadeur de France à Stockholm de Dampierre, en janvier 1951 ⁽¹¹⁹⁾ ; la non-implication dans le conflit coréen, nouvel obstacle majeur pour le Kremlin confronté à la question décisive du réarmement allemand ; des relations avec l'Europe occidentale fort éloignées du classique tableau de "l'épouvantail soviétique", allant jusqu'à l'alliance anti-allemande, fût-elle clandestine et limitée, dans le cas français.

Il est peu probable que l'ouverture de la correspondance politico-militaire permette une longue survie à la thèse imputant à l'URSS les frayeurs intégratrices de l'Europe de l'Ouest. Il reste à s'atteler aux vraies motivations de l'intégration européenne, ni militaires, ni soviétiques, et qui nous ramènent à la problématique des Kolko.

NOTES

¹. Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, 1972, *passim*. Mise au point bibliographique sur l'historiographie révisionniste, Melvyn P. Leffler, "The American Conception of National Security and the Beginnings of the Cold War, 1945-48 (*sic*)", *American Historical Review* n° 2, avril 1984, p. 346-400 et "The United States and the Strategic Dimensions of the Marshall Plan", *Diplomatic History*, n° 12, été 1988, p. 807-825 ; A. Lacroix-Riz, "1947-1948. Du Kominform au "coup de Prague": l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme?", *Historiens et Géographes*, n° 324, septembre-octobre 1989, p. 219-243.

². Sur cette question, indissociable pour les Français du problème allemand, n. 3 de mon autre communication à ce colloque, "La France face à la puissance militaire ouest-allemande à l'époque du Plan Pleven (1950-1954)".

³. A propos du "bluff finlandais" des Suédois, lettre de Dampierre, n° 1068, Stockholm, 23 novembre 1948, *Z Europe Généralités 1944-1949 (Europe...)* vol. 43, Solidarité nordique, août 1948-30 juin 1949, Archives du Ministère des Affaires Étrangères (plus loin MAE) ; sur le contexte, A. Lacroix-Riz, "L'entrée de la Scandinavie dans le Pacte Atlantique (1943-1949): une indispensable "révision déchirante", II^e partie, "B. Les motivations de l'engagement atlantique scandinave: mythes et réalités", à paraître, *GMCC*, 1990.

⁴. Voir par exemple Walter LaFeber, sur la guerre de Corée permettant de sortir des tiroirs le gigantesque programme militaire (et économique) NSC 68 du 14 avril 1950 et utilisée par Truman et Acheson "comme l'occasion de développer une nouvelle politique américaine à travers le globe", *America, Russia and the Cold War*, New York, 1980, p. 97-100 et 107. Particulièrement clair sur la "politique soviétique (...) prudente et pragmatique", Daniel Yergin, *La paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Balland, 1980, p. 14 (et *passim*).

⁵. Exemple significatif de l'historiographie française, qu'on croirait extraite de la presse des années cinquante, Denise Artaud, *La fin de l'innocence. Les Etats-Unis de Wilson à Reagan*, Paris, 1985, p. 181 *sq.*, Claude Delmas, *Corée 1950 paroxysme de la guerre froide*, Paris, 1982, *passim*, Pierre Mélandri, *L'Alliance atlantique*, Paris, 1979, p. 79 *sq.*, etc.

⁶. Même l'ouvrage remarquable de Alan S. Milward sur la reconstruction de l'Europe occidentale, qui démontre la réalité de problèmes euro-américains et non soviéto-occidentaux, sacrifie à l'indéracinable thèse : "L'Europe occidentale devait grandement remercier l'Union Soviétique particulièrement pour son hostilité menaçante et inlassable dans toute la période considérée". *The Reconstruction of Western Europe 1945-51*, London, 1984, p. 502. Remarque de pure forme, peut-être, tant l'ouvrage éloigne des menaces de Moscou...

⁷. Timothy Ireland, *Creating the entangling Alliance. The Origins of NATO*, Westport, 1981, p. 222. Un des ouvrages les plus sensibles, malgré son adhésion au thème du péril soviétique, à l'équivoque de la position française (l'attente d'une présence militaire américaine au moins aussi anti-allemande qu'anti-soviétique).

⁸. Recension des fonds spécifiques du Quai d'Orsay dans mes articles consacrés aux problèmes atlantique et allemand, cités ici et dans "La France face à la puissance militaire ouest-allemande...", *communic. cit.*

⁹. Voir particulièrement la série *B Amérique 1944-1952 (B Amérique...)* vol. 202 à 207, relations Etats-Unis-URSS (octobre 1944-février 1952) et *Z Europe URSS 1944-1949 (URSS...)*, relations avec les Anglo-Saxons, vol. 40 à 48 (septembre 1946-juin 1949), MAE.

¹⁰. Lettre de Bonnet n° 732, Washington, 26 mars 1948, à propos des mesures d'embargo contre le commerce avec l'Est européen - hystérie qui "pourrait conduire le Gouvernement à prendre des décisions (...) désavantageuses pour les Etats-Unis et que le bon sens lui commanderait d'écarter", *URSS...* vol. 45 (janvier-mai 1948). Sur le problème du commerce Est-Ouest, bien antérieur à la guerre froide, Gunnar Adler-Karlsson, *Western Economic Warfare 1947-1949. A Case Study in Foreign Economic Policy*, Stockholm, 1968, Thomas G. Paterson, *Soviet-American Confrontation, Postwar Reconstruction and the Origins of the Cold War*, Baltimore, 1973 et Annie Lacroix-Riz, *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest 1944-1949 : neutralité et embargo, de la guerre au Pacte Atlantique*, L'Harmattan ; communications au Colloque du Comité pour l'histoire économique et financière de la France et du Comité d'histoire industrielle, Paris, 21-23 mars 1991, *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe : "Plan Marshall et commerce Est-Ouest : continuités et ruptures (cas français et perspective comparative) 1945-1952"*, en trois parties : "I. Une indispensable étude préalable : le commerce Est-Ouest de la guerre au Plan Marshall (1945-printemps 1947)" ; "II. Les débuts du Plan Marshall et la codification de l'embargo (automne 1947-fin 1948)" ; "III. L'embargo marshallien de l'ère atlantique : de la signature du Pacte au miracle coréen (1949-1952)", à paraître.

¹¹. Pour un tableau argumenté sur l'infériorité militaire soviétique - calculée en décennies -, voir particulièrement les renseignements militaires américains de 1945-1946, évoqués par Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power...*, *op. cit.*, p. 33-34, et cités avec précision par Melvyn P. Leffler, "The American Conception...", *art. cit.*, p. 361-362.

¹². La campagne sur la supériorité écrasante des forces terrestres soviétiques fut naturellement poursuivie - et démentie par les observateurs militaires. Voir notamment note Peltier n° 203, *secret, confidentiel*, Moscou, 7 juillet 1950, et lettre de Chataigneau n° 736, *confidentiel*, Moscou, 10 juillet 1950, *B Amérique...* vol. 206 (avril 1950-janvier 1951), MAE (les chiffres américains variant entre 170 divisions et "une quarantaine de divisions modernes", les Français les estimaient à une centaine de "divisions parées" - pour l'ensemble des fronts ; or, "certains figurent dans les groupes d'armements de Khabarovsk, Tachkent et Tiflis ce qui réduit d'autant leur nombre dans ceux de Léninegrad, Minsk et Odessa").

¹³. Article de Ansel E. Talbert dans le *New York Herald Tribune*, commenté par Bonnet, lettre n° 3926, Washington, 19 juillet 1949, *B Amérique...* vol. 205 (janvier 1949-mars 1950), MAE.

¹⁴. Lettre de Bonnet n° 3909, Washington, 20 juillet 1949, *ibid.*

¹⁵. Commentaire du *Manchester Guardian* à l'occasion de l'inclusion de la France dans l'organisme directeur de la Défense atlantique, tél. Massigli n° 2488, Londres, 19 septembre 1949, *Z Europe Généralités 1949-1955 (Europe 1949...)* vol. 17, Pactes Atlantique et Méditerranéen (juillet-décembre 1949). Voir aussi lettre de Massigli n° 1843, Londres, 21 novembre 1949, citant *l'Economist* du 29 octobre sur la certitude "que l'URSS ne prépare pas de guerre d'agression", commentaire approuvé par le *Foreign Office*, *Europe URSS 1949-1955 (URSS 1949...)* vol. 43, Politique extérieure (juillet 1949-janvier 1951), MAE.

¹⁶. Sur la série des interviews de Staline à ce sujet depuis 1946, voir particulièrement *URSS...* vol. 40 à 48 et *B Amérique...* vol. 202 à 205 (octobre 1944-mars 1950). Un bilan des déclarations de Staline aux Américains -journalistes et hommes politiques- en ce sens depuis septembre 1946 fut dressé par Chataigneau, tél. n° 2716-2723, Moscou, 27 décembre 1949, *URSS 1949...* vol. 43 (et *cf infra*).

¹⁷. Le socialiste Chataigneau en poste à Moscou de mai 1948 à mai 1952 rédigea souvent ses courriers en un style anti-soviétique échevelé, auxquels ses prédécesseurs gaullistes (notamment le général Catroux) n'avaient pas accoutumé le Quai d'Orsay. Style manifestement lié à des problèmes intérieurs (question indochinoise incluse) plus que diplomatiques. Il faudrait citer presque tous les fonds politico-militaires qui portent sa signature. On donnera plus loin des exemples de ce style.

¹⁸. Lettre n° 4018, Moscou, 4 décembre 1949, *URSS 1949...* vol. 43. Souligné par moi.

¹⁹. Note du Capitaine de Vaisseau Peltier, Attaché militaire, n° 68 R, *confidentiel*, Moscou, 6 décembre 1949, *Europe 1949...* vol. 17.

²⁰. Lettre de Chataigneau n° 1564, *confidentiel*, Moscou, 15 décembre 1949, *B Amérique...* vol. 205.

²¹. Lettre de Bonnet n° 5971, Washington, 20 décembre 1949, *ibid.*

²². Lettre de Bonnet n° 571, Washington, 3 février 1950, *ibid.*

²³. Lettre de Daridan n° 988, Washington, 2 mars 1950, *ibid.*

²⁴. Trevor Barnes, gêné en 1982 par l'insuffisance de l'ouverture des archives, impute à l'explosion de septembre l'adoption de NSC 68, mais cite l'interview de John Maury, chef des opérations soviétiques de la CIA à propos du "projet jeu de patience" de la fin de 1949, qui contestait tout "plan de domination mondiale centré sur Moscou", "The secret Cold War : the CIA and American Foreign Policy in Europe 1946-1956. Part II", *The Historical Journal*, 25, 3, 1982, p. 651.

²⁵. Lettre de Daridan n° 988, Washington, 2 mars 1950, *B Amérique...* vol. 205.

²⁶. Le 8 avril 1950, un bombardier américain pénétra largement en territoire soviétique -dans la zone d'essai de croiseurs et sous-marins des ports de Libau (Liepaya) et Pillau (Balstik) et le long de la côte lettone, site des rampes de lancement des V2, puis, après avoir reçu des avions soviétiques qui l'identifièrent la proposition d'escorte vers un aérodrome, tira sur eux ; ils répliquèrent et l'appareil américain s'échoua en mer, ce qui donna "prétexte à d'importantes manoeuvres aériennes /américaines/ au-dessus de la Baltique" (utilisation notamment de "l'aérodrome /danois/ de Kastrup par d'importantes formations aériennes américaines"), tél. Chataigneau, Moscou, n° 935-936 et 937, 12 avril, 951-954, 14 avril, 977, 19 avril 1950, *B Amérique...* vol. 206. Voir sur l'épisode, qui attesta une volonté de provocation américaine et un calme soviétique non dénué d'assurance, toute la correspondance d'avril 1950, *ibid.* En mai 1950, la presse américaine reconnut la faiblesse juridique de la position des Etats-Unis, lettre de Jean Brionval, chargé d'affaires, n° 578, Moscou, 24 mai 1950, *ibid.*

²⁷. Note Peltier, *secret*, Moscou, 19 avril 1950, *ibid.*

²⁸. Lettre n° 1786, Washington, 20 avril 1950, *ibid.*

²⁹. Note Peltier n° 203, Moscou, 7 juillet 1950, *ibid.* Réf. à *US News*, qui servit de base à la revue militaire française *Perspectives* -élément intéressant de circulation et reproduction de l'auto-intoxication-, lettre de Chataigneau n° 736, *confidentiel*, Moscou, 10 juillet 1950, *ibid.*

³⁰. Sur ce choix, fruit de la conjoncture *économique* -une crise particulièrement menaçante depuis 1949- et non de la terreur des Soviétiques, s'accorde l'ensemble de l'école révisionniste, qu'il faudrait entièrement citer (voir notamment n. 4). Les fonds économiques du Quai d'Orsay sont à cet égard aussi explicites (sinon plus) que les fonds politico-militaires.

³¹. Lettre n° 93, San Francisco, 1er mai 1950, *B Amérique...* vol. 206.

³². Sur les diverses fables de cette phase de l'atlantisme, A. Lacroix-Riz, "L'entrée de la Scandinavie...", IIè partie, B, *art. cit.*

³³. Sur le relâchement de l'embargo américain à l'égard de la Yougoslavie, voir notamment lettre de Bonnet n° 5444, Washington, 10 novembre 1949, *B Amérique...* vol. 234, politique américaine du commerce extérieur (avril 1945-juillet 1951), MAE.

³⁴. Tél. Bonnet n° 3837, *secret, réservé*, Washington, 27 octobre 1949, *B Amérique...* vol. 205.

³⁵. Copie d'une note (sans indication d'origine, mais évidemment rédigée par la Direction d'Europe) sur "la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne" (aussi nette sur la non-intention des Soviétiques de "soviétiser l'Allemagne entière"), 30 (mention manuscrite) novembre 1949, *URSS 1949...* vol. 43.

³⁶. Chez Bonnet, il est difficile de faire la part entre la véritable "contagion" par la virulence de l'antisoviétisme américain (hypothèse en partie démentie par la lucidité de nombre de ses analyses sur l'URSS) et l'usage purement tactique d'un anti-soviétisme déchaîné de bon ton dans les rapports inter-occidentaux, coloniaux notamment (voir sur ce point Annie Lacroix-Riz, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington. Du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, 1988).

³⁷. Tél. Chataigneau n° 836-842, Moscou, 31 mars 1950, *B Amérique...* vol. 205. Même remarque dans sa lettre n° 491, 8 mai 1950, *URSS 1949...* vol. 43.

³⁸. Tél. non signé (de Saffroy) n° 70, 24 juin 1950, *URSS 1949...* vol. 43.

³⁹. Sur Bech, anti-soviétique sonore mais peu inquiet, il faudrait citer toutes les cotes "atlantiques". Sur cette personnalité, caractéristique, comme Spaak, de la dépendance aiguë des plus faibles alliés de Washington, et aussi peu dupe de ses grands discours sur le péril rouge mondial, voir notamment les références de la n. 3.

⁴⁰. Tél. Saffroy n° 71, 23 (*sic, les deux télégrammes se suivent, leur date étant le 23 ou le 24 juin*) juin 1950, *URSS 1949...* vol. 43.

⁴¹. Tél. Bonnet n° 2576-2596, *réservé, secret*, Washington, 2 avril 1950, *B Amérique...* vol. 120, relations avec la France (avril 1951-avril 1952), à l'occasion du voyage d'Auriol aux Etats-Unis : riche en déclarations vibrantes sur la volonté française de "résistance farouche aux menaces du totalitarisme rouge" (lettre de Bonnet n° 1496, Washington, 6 avril 1951, *ibid.*), lesquelles ne suffirent point à ouvrir la manne des dollars indochinois. Dans les années cinquante, la guerre d'Indochine inspira à Chataigneau nombre de dénonciations enflammées des Soviétiques absolument dépourvus d'informations précises. Paris forgea l'idée d'"une politique de résistance commune (...) en Extrême-Orient", thème qui n'avait pas attendu l'ère coréenne (tél. Chataigneau n° 495-499, Moscou, 24 février 1950, *B Amérique...* vol. 205).

Amalgame purement idéologique et dérisoire car les politiques française (anglaise ou néerlandaise) et américaine dans les territoires coloniaux étaient, pour des raisons économiques, absolument inconciliables.

⁴². Qui mettent l'accent, avant le conflit, sur la terrible crise menaçante (en cours depuis 1949), sur la concurrence occasionnée aux Etats-Unis par le commerce inter-européen (Est-Ouest), et, à partir de l'été 1950, sur l'amélioration foudroyante de la conjoncture et le forcing américain, prétexte coréen aidant, contre le fameux commerce Est-Ouest. Voir sur ces archives, Annie Lacroix-Riz, "Vers le Plan Schuman...", *art. cit.*

⁴³. Lettre de Bonnet n° 4080, Washington, 24 août 1950, *B Amérique...* vol. 206.

⁴⁴. Claude Delmas, *Corée 1950...*, *op. cit.*, p. 39. Ouvrage décidément risible, confronté aux archives.

⁴⁵. Tél. Chauvel n° 853-859, New York, 26 juin 1950, *B Amérique* vol. 145, politique américaine en Corée, juin 1945-1950. Sur le contentieux américano-égyptien, voir notamment copie du tél. Bonnet (n° non reproduit), Washington, 6 juillet 1950, *ibid.*

⁴⁶. Lettre n° 3081, Washington, 29 juin 1950, *ibid.* Paragraphes relatifs aux décisions militaires encadrés de noir par leur lecteur du Quai d'Orsay.

⁴⁷. Sur les réalités berlinoises, antagoniques avec les apparences d'un front "occidental" soudé contre Moscou, à l'été 1948, *Y 1944-1949* vol. 336 et 337, Berlin (juin-septembre 1948).

⁴⁸. Sur la position britannique à partir de l'automne 1950, Rosemary Foot, "Anglo-American Relations in the Korean Crisis (...) December 1950-January 1951", *Diplomatic History*, vol. 10, n° 1, winter 1986, p. 43-57.

⁴⁹. Lettre de Bonnet n° 3641, Washington, 27 juillet 1950, *B Amérique...* vol. 106.

⁵⁰. Lettre n° 3732, Washington, 2 août 1950, *B Amérique...* vol. 206.

⁵¹. Lettre de Bonnet n° 4080, Washington, 24 août 1950, *B Amérique...* vol. 206.

⁵². Sur l'hystérie contre le commerce Est-Ouest, *URSS...*, vol. 45 à 47 (janvier 1948-février 1949) ; sur les divers procès de l'ère pré-Mc Carthy en 1948-1949 (affaires Bentley, Alger Hiss, etc., liées au dossier Rosenberg), très propice aux projets atlantiques, voir la correspondance de Bonnet en provenance de Washington, *URSS...*, vol. 46 et 47 (mai 1948-février 1949) et *B Amérique...* vol. 205.

⁵³. Tél. Bonnet n° 3522, *réserve, secret*, Washington, 31 août 1950, *B Amérique...* vol. 206.

⁵⁴. Tél. Bonnet n° 3392-3394, 28 août 1950, Washington, *ibid.* Souligné par moi.

⁵⁵. A propos du permanent bluff "européen" de Bonnet, Annie Lacroix-Riz, "Crédits américains et coopération européenne (1949-1954)", *Le Capitalisme français 19e-20e siècle*, Paris, 1987, p. 327-349 et "Paris et Washington au début du Plan Schuman", *Die Anfänge des Schuman-Planes 1950-1951*, éd. Klaus SCHWABE, Baden-Baden, 1988, p. 241-268.

⁵⁶. Souligné par moi. Signe, parmi bien d'autres, de ce que la thèse "occidentale" officielle d'une responsabilité nord-coréenne dans le déclenchement du conflit n'était pas soutenue en privé.

⁵⁷. Objet, on le sait, d'une apparente équivoque : Paris prétendait, sans tromper quiconque, au rôle de chef de la coalition militaire anti-soviétique... en Indochine, alors que Washington cherchait désormais officiellement à confier cette indispensable mission *européenne* à l'Allemagne occidentale. A propos du réarmement, précisa Bonnet, il nous faut "soigner la présentation de l'effort que nous accomplissons en Extrême-Orient et en Europe", etc.

⁵⁸. Tél. Bonnet n° 3522, *réserve, secret*, 31 août 1950, *B Amérique...* vol. 206. Sur les rivalités franco-anglaises dans les faveurs de Washington, réf. de la n. 55.

⁵⁹. Lettre n° 491, Moscou, 8 mai 1950, *URSS 1949...* vol. 43.

⁶⁰. Tél. Chataigneau n° 1268-1271, Moscou, 22 mai 1950, *ibid.*

⁶¹. Tél. *réserve, très confidentiel* n° 231, Budapest, 23 juin 1950, souligné par le lecteur du Quai d'Orsay, *URSS 1949...* vol. 57, relations France-URSS (août 1949-juillet 1952), MAE.

⁶². Annie Lacroix-Riz, "1947-1948..." et "Vers le Plan Schuman...", *art. cit.*

⁶³. L'URSS ne manqua pas d'invoquer la violation américaine de la procédure, laquelle exigeait "pour toutes les décisions importantes le vote concurrent des cinq membres permanents du Conseil". Son respect eût empêché la manoeuvre de débordement du veto soviétique et la prétention américaine à gérer l'ONU comme le Congrès des Etats-Unis ; Bonnet, naturellement, n'alla pas jusqu'à l'écrire, préférant l'euphémisme : "La décision américaine a donc renforcé l'ONU /mais en a/ sensiblement modifié le caractère". On prévoyait dès la fin juin -c'est ce qui allait se produire- "une modification de la procédure de vote". Lettre de Bonnet n° 3081, Washington, 29 juin 1950, *B Amérique...* vol. 145. Sur l'utilisation de l'ONU comme machine à voter américaine, même fonds, et il faudrait citer toute la documentation politico-militaire de la période considérée.

⁶⁴. Voir *supra*. Sur la tactique travailliste à l'égard du prêteur de dollars, depuis la fin de la guerre, Caroline Anstey, "The Projection of British Socialism: Foreign Office and American Opinion, 1945-50 (*sic*)", *Journal of Contemporary History*, vol. 19, 1984, p. 417-451 et Annie Lacroix-Riz, "Vers le Plan...", *art. cit.*

⁶⁵. A propos desquelles Massigli renvoyait à sa "dépêche N° 2270 du 12 Novembre 1948", non jointe, et évidemment relative aux analyses théoriques, fréquent thème des courriers à propos de l'URSS, des marxistes

soviétiques sur le capitalisme (crise, contradictions internes, rivalités entre les divers capitalismes nationaux, etc.). On était bien loin du fracas des armes entre l'Est et l'Ouest.

⁶⁶. Cette thèse en vogue de la "guerre /soviétique/ par procuration" ne convainc personne, et en particulier pas Bonnet : l'Ambassadeur s'en prit aux journalistes américains qui, "par des interprétations de la Charte souvent hasardeuses, estiment que l'URSS doit être considérée comme partie au conflit coréen", en soutenant la thèse "d'agressions par procuration". Lettre n° 3732, Washington, 2 août 1950, *B Amérique...* vol. 206.

⁶⁷. Sans autre précision. Rappelons que mainte nouvelle "alarmante" sur le réarmement allemand avait été imputée, particulièrement depuis 1947, aux fantasmes soviétiques.

⁶⁸. Tél. n° 1170, Londres, 21 juillet 1950, *URSS 1949...* vol. 43. Véritable rite du discours entre Occidentaux, depuis 1948 : "les Russes" seraient dangereux... dans les années à venir.

⁶⁹. Lettre de Hoppenot n° 1746, Berne, 9 août 1950, *ibid.* Sur la composante *intérieure* des conflits d'Extrême-Orient (la question de la possession de la terre) indépendants de la main de Moscou, voir particulièrement *B Amérique...* vol. 145 (notamment la lettre de Bonnet n° 3816, Washington, 10 août 1950 : confrontés à l'extraordinaire "moral nord-coréen, les Américains admettent que la réforme agraire vaut dix divisions") et lettre de Bonnet n° 1289, Washington, 22 mars 1950, *B Amérique...* vol. 106, qui atteste une remarquable lucidité sur les raisons fondamentales du succès communiste en Chine et de l'avenir non-français de l'Indochine.

⁷⁰. Note (comportant pourtant des insinuations très vagues sur une éventuelle complicité sino-soviétique en Corée, à l'occasion de la négociation de l'accord de février 1950), Paris, 23 janvier 1951, *B Amérique...* vol. 206.

⁷¹. Télégramme en style coutumier sur "la manière d'agir de la chancellerie soviétique, conforme à celle de Bismarck et de Hitler", mais conclu sur une information contradictoire, le propos du Soviétique Sergueev sur "le calme de la population soviétique qui ne pense pas à la guerre et n'en parle pas", n° 28-33, Moscou, 3 janvier 1951, *URSS 1949...* vol. 43. Le chargé d'affaires Brionval prisait les comparaisons entre l'URSS de Staline "clam/ant/ la paix à la veille de la guerre" et "Hitler lui-même", tél. n° 999, Moscou, 4 septembre 1950, *ibid.*

⁷². Lettre n° 4067, Washington, 24 août 1950, *B Amérique...* vol. 145. Sur les tendances de plus en plus anti-rouges de Bonnet dans les années cinquante -qui ne portèrent pas vraiment atteinte à sa coutumière lucidité-, voir *Les Protectorats d'Afrique du Nord...*, *op. cit.*, *passim*.

⁷³. *Russia at war 1941-1945*, London, 1964.

⁷⁴. Lettre de Bonnet n° 4434, Washington, 20 septembre 1950, *URSS 1949...* vol. 43.

⁷⁵. Lettre n° 1769, Londres, 13 novembre 1950, *ibid.*

⁷⁶. Allusion à l'événement du 4 septembre 1950, auquel Moscou réagit avec une grande "modération" (voir correspondance des 10 et 11 octobre, à l'occasion d'un nouvel incident, "en territoire soviétique", à 100 km de la frontière coréenne, *B Amérique...* vol. 206 (la correspondance de septembre fait défaut dans ce fonds).

⁷⁷. Note pour l'Ambassadeur, Berne, 8 septembre, jointe à la lettre n° 1944 de Hoppenot, Berne, 12 septembre 1950, *URSS 1949...* vol. 43.

⁷⁸. Tél. Brionval n° 2174-2183, Moscou, 19 septembre 1950, *ibid.*

⁷⁹. Devant "l'effondrement" nord-coréen, "(après avoir) (*sic*) tout fait, pour soulever les populations asiatiques" : propos prêté par Brionval à l'Ambassadeur de l'Inde à Moscou, tél. Brionval n° 2195-2199, Moscou, 24 septembre 1950, *ibid.* Moscou était -sauf en cas de correspondance sérieuse sur les pays sous-développés, coloniaux ou non-toujours accusée de "soulever les populations" par sa propagande.

⁸⁰. Tél. Chataigneau n° 2524, Moscou, 16 novembre 1950, *ibid.*

⁸¹. Tél. n° 563-564, Vienne, 5 juillet 1950, *Europe 1949...* vol. 35, Pacte de Varsovie (*sic*) juillet 1949-mai 1953, MAE.

⁸². La guerre de Corée, véritable fourre-tout, allait aussi servir de prétexte à l'inclusion de la Turquie -et de la Grèce- dans le Pacte Atlantique, initiative considérée par les alliés de Washington comme une sérieuse provocation à l'égard de l'URSS. Sur les répugnances françaises (et autres, notamment canadiennes), voir *Europe 1949...* vol. 18 et 19, Pactes Atlantique et Méditerranéen (janvier 1950-décembre 1951). Aussi net sur l'absence de lien entre une éventuelle agressivité soviétique et l'atlantisation de la Turquie, Melvyn Leffler, "Strategy, Diplomacy and the Cold War: the United States, Turkey and NATO, 1945-1952", *The Journal of American History*, vol. 71, n°4, mars 1985, p. 807-825.

⁸³. Note citée, Présidence du Conseil SGPND, Paris, 8 juillet 1950, *Europe 1949...* vol. 35. Souligné dans le texte. N'y figure pas l'allusion au "ballon d'essai" (*cf supra*).

⁸⁴. Lettre de Monicault n° 31, Oslo, 11 janvier 1951, *URSS 1949...* vol. 43. Pour une comparaison, au mot près, avec la situation de 1947-49, A. Lacroix-Riz, "L'entrée de la Scandinavie...", *art. cit.*

⁸⁵. Tél. Monicault n° 3371, Oslo, 13 décembre 1954, *URSS 1949...* vol. 59, relations France -URSS, juillet 1953-février 1955, MAE.

⁸⁶. Lettre de Joxe n° 283, Moscou, 17 février 1955, *URSS 1949...* vol. 49, politique extérieure, décembre 1954-mai 1955, MAE.

⁸⁷. Il faudrait citer tous les fonds politico-militaires des séries 1949-1955, *URSS* et *CED* en tête.

⁸⁸. Note de la Direction Générale Politique, Europe, Paris, 19 juillet 1953, *URSS 1949...* vol. 59.

⁸⁹. Historique par "un membre du Politburo", en décembre 1949, des initiatives de Staline depuis 1946 : des déclarations réservées, sous forme d'interviews, "aux seuls Américains", symbole de sa volonté d'établir "une trêve valablement conclue entre les deux puissances responsables capables de trancher au nom de leurs alliés" ; avec le souci de rassurer Washington sur le fait que l'URSS réservait à la loi marxiste relative à l'extinction du capitalisme le soin d'assurer "la révolution universelle sans vouloir forcer le destin sauf si les circonstances sont favorables". Tél. Chataigneau n° 2716-2723, Moscou, 27 décembre 1949, *URSS 1949...* vol. 43.

⁹⁰. Note de la Direction Générale Politique, Europe, Paris, 17 janvier 1955, *URSS 1949...* vol. 49. Mais les initiatives en question -notamment les notes du 25 mars et du 9 avril 1952 sur l'Allemagne- ne marquèrent en aucun cas une rupture ou nouveauté dans la stratégie ou la tactique soviétique.

⁹¹. Descriptif de la coexistence pacifique qui traça "les grandes lignes" de la politique soviétique, d'après une note de la Direction Générale Politique, Europe, Paris, 17 février 1955, *ibid.* Discours pourtant peu neuf, dont Chataigneau avait naguère rappelé les premiers exemples avant la guerre, ainsi au 18^e Congrès du PCUS, le 10 mars 1939, tél. Chataigneau n° 2716-2723, Moscou, 27 décembre 1949, *URSS 1949...* vol. 43.

⁹². Tél. Bérard n° 3385-3386, Bonn, 11 juillet 1950, *Europe 1949...* vol. 66, Plan Schuman (juin 1950-mars 1951).

⁹³. Descriptif (faux) de l'état d'esprit du Chancelier par Lenz, devant Bérard, tél. Bérard n° 8695-8698, Bonn, 10 décembre 1951, *Europe 1949...* vol. 21.

⁹⁴. Lettre de François-Poncet n° 991, Bad Godesberg, 11 mai 1954, *Europe 1949...* vol. 28.

⁹⁵. Séances de la Conférence, tél. François-Poncet n° 1030-1034, Bonn 24 février 1953, et Fouques-Duparc n° 169-179, Rome, 26 février 1953, *Europe 1949...* vol. 24.

⁹⁶. Lettre de Chauvel n° 518, Berne, 3 mars 1953, *Europe 1949...* vol. 25.

⁹⁷. Tél. François-Poncet n° 3280-3287, Bonn, 3 juillet 1954, *Europe 1949...* vol. 29.

⁹⁸. Tél. Carolet n° 41, Berlin, 23 avril 1951, *Europe 1949...* vol. 67, Plan Schuman (1er avril-31 décembre 1951) MAE.

⁹⁹. "La France face à la puissance militaire...", n. 3.

¹⁰⁰. Tél. Bérard n° 5868, Bonn, 23 juin 1952, *Europe 1949...* vol. 23.

¹⁰¹. Fiche de renseignements jointe à la lettre de François-Poncet n° 2245, *secret*, Bad-Godesberg, 31 octobre 1953, *Europe 1949...* vol. 26.

¹⁰². Sur ce point, voir notamment les fonds CED, *Europe 1949...* vol. 21, 22, 26, 29 et 30.

¹⁰³. Note sans autre référence (évidemment de la Direction d'Europe), "Politique soviétique à l'égard de l'Allemagne", 30 (manuscrit) novembre 1949, *URSS 1949...* vol. 43.

¹⁰⁴. Note sur l'avenir de la RFA, 12 avril 1950, *Europe 1949...* vol. 87. Critique du concept de Rapallo (le mot ne figure pas dans cette dernière note), Annie Lacroix-Riz, "Vrais et faux ennemis de la France...", *art. cit.*

¹⁰⁵. Sur les achats de fer brut soviétique, négociés à Stockholm, et "les comptes soviétiques à la "Rhein-Ruhr-Bank" (...) déjà surchargés", lettre de François-Poncet n° 747, Bonn, 23 juillet 1955, *Europe 1949...* vol. 69, Plan Schuman (octobre 1952-décembre 1955), MAE.

¹⁰⁶. Tél. Chataigneau n° 2524, Moscou, 16 novembre 1950, *URSS 1949...* vol. 43. Son tél. du 26 décembre 1950, *résumé, secret* n° 2960-2966 dissimula, sous un charabia presque incompréhensible -origine d'un point d'interrogation du lecteur-, et selon le rite, la peur *française* des Allemands derrière le souci de ne pas trop provoquer Moscou, *ibid.*

¹⁰⁷. "Qu'est ce qu'un compromis avec l'URSS?", note sans autre référence (évidemment de la Direction d'Europe), 28 décembre 1950, discours fort anti-soviétique bien dans le style atlantique du temps, mais plus effrayé par les Allemands que par les Soviets. *Ibid.*

¹⁰⁸. Celles du 9 novembre 1954 en particulier, avec une discussion ouverte entre Joxe et Krouchtchev, très claire sur le commun intérêt anti-allemand. Tél. Joxe, *priorité, réservé*, n° 3059-3068, Moscou, 9 novembre 1954, *URSS 1949...* vol. 59.

¹⁰⁹. Dans les contacts bilatéraux, Laloy, auteur de fréquents rapports au ton violemment anti-soviétique, notamment à l'époque du "Blocus de Berlin", se montra volontiers insolent par ses envolées anti-bolcheviques, face à des interlocuteurs soviétiques manifestement bardés de patience, surtout à l'époque (jusqu'à la fin de 1954) où Moscou faisait assaut de prévenance à l'égard des Français contre la CED. Voir notamment la note de la Direction Générale Politique Europe, 26 mars 1954, *URSS 1949...* vol. 59 ou la note du 25 février 1955, *URSS 1949...* vol. 49.

¹¹⁰. Tél. Joxe *résumé, très secret* n° 679-680, Moscou, 28 février 1955, *URSS 1949...* vol. 59.

¹¹¹. Tél. Joxe n° 3390-3391, Moscou, 16 décembre 1954, *ibid.* Depuis le Pacte Atlantique, Moscou avait dénoncé l'incompatibilité entre les traités anglo-soviétique de 1942 et franco-soviétique de 1944 avec un traité qui

posait l'URSS en ennemie (les deux traités bilatéraux interdisaient à ses signataires de participer à une coalition contre l'un d'entre eux). Argumentation dans *Europe...* vol. 25 à 27, Pacte atlantique (novembre 1948-juin 1949) évoquée dans "Vers le Plan Schuman...", *art. cit.*

¹¹². Voir particulièrement son tél. *réserve* à Joxe n° 6247-6250, Paris, 18 décembre 1954, *URSS 1949...* vol. 59 : Mendès s'y montra conscient du caractère tactique de la tentative du "Gouvernement soviétique (...) d'intimider le Parlement français (...) Il ne peut agir autrement car il faciliterait alors la ratification" ; mais il espérait une conférence à Quatre "pour l'été" 1955 et souhaitait, pour ne pas agacer l'URSS, ne pas répliquer vivement, comme Joxe l'avait suggéré, à la note Molotov.

¹¹³. La citation de Joxe est extraite de l'article 3 du traité (voir *URSS...* vol. 51, relations France-URSS, septembre 1944-mai 1945, MAE). Tél. Joxe *réserve, urgent* n° 3408-3412, Moscou, 17 décembre 1954, *URSS 1949...* vol. 59.

¹¹⁴. Lettre n° 4538, *confidentiel*, Berne, 30 décembre 1953, *ibid.*, sur la réunion du 16 octobre de la FSM à Vienne ; information recoupée par l'Intérieur (mention manuscrite en marge). Souligné par le lecteur du Quai d'Orsay. Bases d'accord non invraisemblables, compte tenu à la fois des objectifs des dirigeants français -être protégés des Allemands par les Soviétiques, mais ne point accueillir l'Armée Rouge...- et de ceux des Soviétiques, pour lesquels l'objectif anti-allemand relevait de la sécurité, non de l'exportation de la révolution.

¹¹⁵. Tél. Chauvel, *réserve*, Vienne, 7 décembre 1954, *ibid.*

¹¹⁶. Traduction de l'éditorial du *Stockholms-Tidningen* du 14 décembre 1944, *URSS...* vol. 51, et voir tout le vol.

¹¹⁷. Tél. François-Poncet n° 6294, Bonn, 17 décembre 1954, *URSS 1949...* vol. 59.

¹¹⁸. Tél. Joxe, *priorité, réserve*, n° 3059-3068, Moscou, 9 novembre 1954, *URSS 1949...* vol. 59.

¹¹⁹. Lettre de Dampierre n° 113, *confidentiel*, Stockholm, 25 janvier 1951, *URSS 1949...* vol. 43 (et vol. 57).